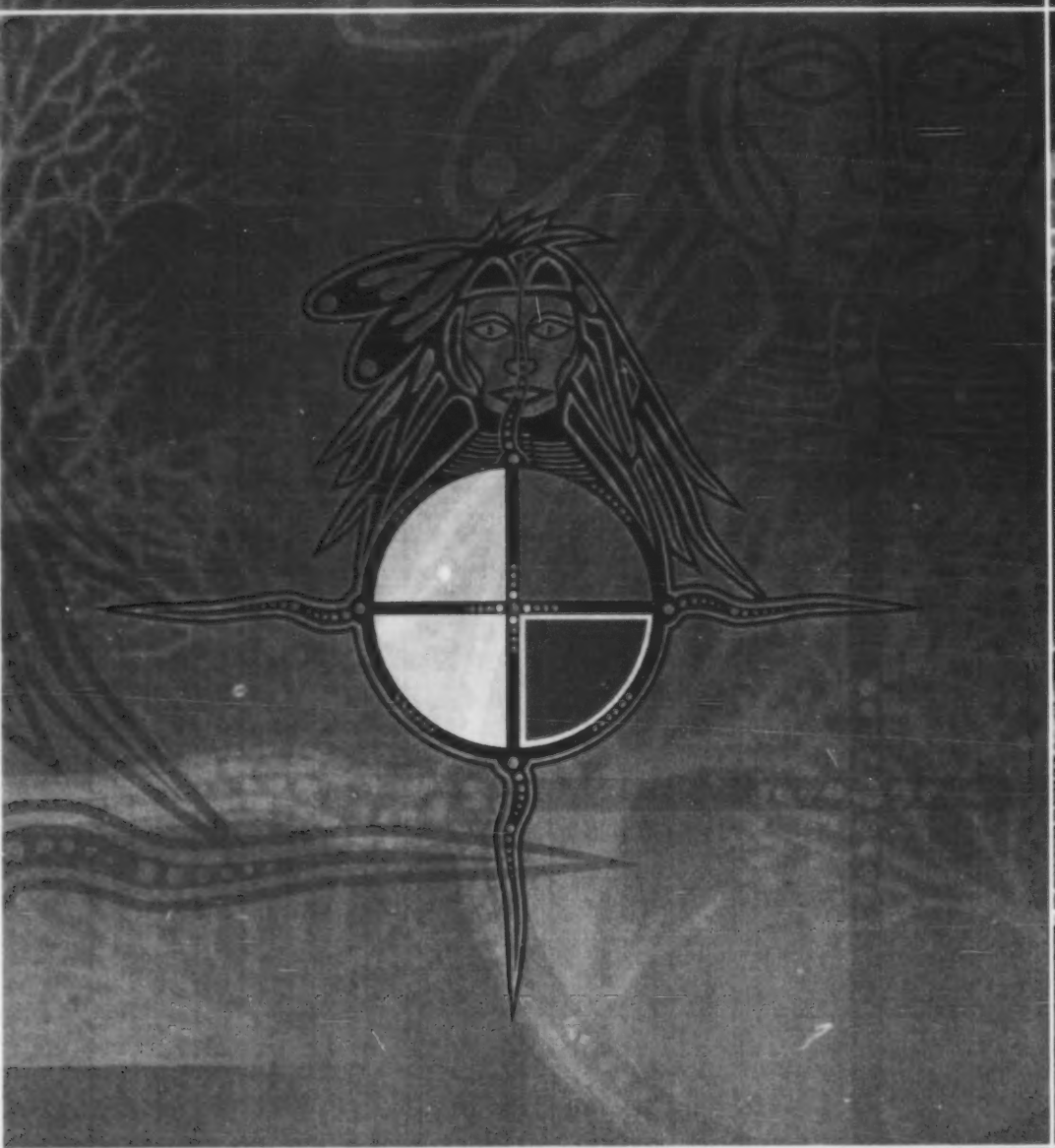
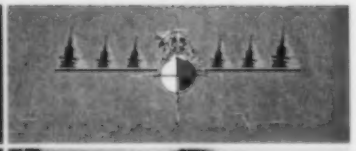
En partenariat avec les Premières nations

Programme forestier des Premières nations

EXEMPLES DE SUCCÈS





Gouvernement du Canada
Government of Canada

Canada

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2009
ISBN : 978-0-662-09923-9 / N° de catalogue : Fo42-327/2008F (Imprimé)
ISBN : 978-0-662-09924-6 / N° de catalogue : Fo42-327/2008F (PDF)

Une version PDF de cette publication est disponible par l'entremise de la librairie du Service canadien des forêts : http://librairie.scf.rncan.gc.ca

Publication aussi en anglais sous le titre : *First Nations Forestry Program Success Stories*

Pour obtenir gratuitement des exemplaires de cette publication, s'adresser à :

Ressources naturelles Canada
Service canadien des forêts
580, rue Booth
Ottawa (Ontario) K1A 0E4

Courriel : FNFPbulletin@rncan.gc.ca
Tél. : 613-947-7377

Préparation : Julia Kristjanson, Karen Mousseau, Jennifer Harris, Stephen Cudmore, Gregory Weir et Stéphane Leblanc

Imprimé sur du papier recyclé

En partenariat avec les Premières nations

Programme forestier des Premières nations

EXEMPLES DE SUCCÈS

Table des matières

Introduction

Chapitre 1 : Approches uniques

Le Programme de partenariat pour les compétences et l'emploi des autochtones, Nouveau-Brunswick 4
La Sensibilisation des jeunes, Canada atlantique 7
L'Assemblée générale des administrateurs autochtones, Québec 10
Le Conseil des Premières nations du Yukon, Territoire du Yukon 12

Chapitre 2 : Création d'entreprises

Conférence régionale du PFPN « Le Succès par le partenariat », Alberta 16
La Première nation d'Acadia, Nouvelle-Écosse 18
Le Conseil tribal de North Shore, Ontario 20
L'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador, Québec 22

Chapitre 3 : Accès aux ressources forestières

La Bande indienne de Lower Similkameen, Colombie-Britannique 26
La Nation Nishnawbe Aski, Ontario 28

Chapitre 4 : Aménagement forestier

La Nation sioux des Nakota d'Alexis, Alberta 32
La Nation des Squamish, Colombie-Britannique 34
La Réserve du Traité de Tootinaowaziibeeng, Manitoba 36
La Confederacy of Mainland Mi'kmaq, Nouvelle-Écosse 38
Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, Ontario 40
La Première nation de Pikangikum, Ontario 42
La Première nation d'Eagle Village, Québec 44
La Première nation d'Eel Ground, Nouveau-Brunswick 46
La Première nation de Sucker Creek et la Nation crie de Bigstone, Alberta 48

Chapitre 5 : Acquisition de nouvelles compétences

La Première nation de Whitefish Lake, Alberta 52
La Bande Ch-ihl-kway-uhk, Colombie-Britannique 54
La Nation ojibway de Brokenhead, Manitoba 56
La N'Swakamok Forestry Corporation, Ontario 58
L'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador, Québec 60
La Première nation de Sturgeon Lake, Saskatchewan 62
Le Conseil tribal de Meadow Lake, Saskatchewan 64
Le Programme d'emploi des jeunes Autochtones dans le domaine des richesses naturelles, Ontario 66

Introduction

Les forêts et les ressources forestières jouent un rôle primordial – sur le plan culturel, spirituel et économique – dans les communautés des Premières nations de l'ensemble du Canada. Ce rôle ira croissant, car les Premières nations acquièrent de plus en plus de droits sur des terrains forestiers d'intérêt commercial ou participent à la gestion de ces terrains. En outre, les jeunes des Premières nations cherchent à profiter davantage des possibilités économiques offertes par les forêts, et l'industrie forestière, en constante évolution, mise de plus en plus sur les partenariats et les coentreprises.

Cette édition d'*Exemples de succès* présente un instantané de projets récents que le Programme forestier des Premières nations (PFPN) a soutenus pour bâtir la capacité des Premières nations en matière de gestion durable des forêts et de participation – avec profit – aux possibilités économiques des forêts. Ces exemples sont représentatifs des projets qui ont été menés à bonne fin ces dernières années, qu'il s'agisse de l'accès aux ressources forestières et aux partenariats d'affaires, de transfert de connaissances et d'outils pour la gestion durable des forêts ou de communication aux travailleurs d'une formation technique spécialisée et d'une expérience de travail.

Depuis 1996, le PFPN a apporté une contribution de plus de 50 millions de dollars à environ 2 000 projets se déroulant à l'échelle de la collectivité. Évalués à plus de 185 millions de dollars, ces projets, caractérisés par le partenariat, ont été réalisés dans plus de 500 communautés des Premières nations d'un bout à l'autre du Canada. Ce programme particulier est financé et administré conjointement par Ressources naturelles Canada et Affaires indiennes et du Nord Canada, et pour ce qui est des projets, les décisions sont prises en bonne partie par les praticiens forestiers au sein même des Premières nations. De plus, au cours des dernières années, le programme s'est étendu pour soutenir des initiatives de développement des capacités à l'échelle régionale, comme l'Initiative forestière autochtone qui intéresse l'ensemble du Nouveau-Brunswick et le Projet de la forêt Whitefeather dans le nord-ouest de l'Ontario.

Les succès du programme peuvent se mesurer par les bénéfices qu'en ont tirés les individus et les communautés. Plus de 9 500 travailleurs des Premières nations ont participé à des sessions de formation spécialisée et d'expérience en milieu de travail. Le programme a contribué à l'élaboration de 200 plans d'affaires et de 145 études de faisabilité se rapportant aux ressources forestières, qui ont abouti à des partenariats d'affaires et à des marchés fructueux. De plus, diverses communautés ont pris en charge des responsabilités de gestion forestière qui relevaient des autorités provinciales et ont obtenu une certification forestière.

En voulant réaliser leur vision de l'avenir de leurs collectivités, les Premières nations chercheront

leur bien-être culturel, spirituel et économique dans les forêts. Il y aura de nombreux défis. Nous espérons que cette publication sera utile à tous ceux qui s'emploieront à bâtir les capacités en foresterie dans l'avenir – qu'il s'agisse des praticiens forestiers des Premières nations ou de leurs partenaires et de leurs collègues de l'industrie, du monde universitaire et du gouvernement.

Chapitre 1 :

Approches uniques

Le Programme de partenariat pour les compétences et l'emploi des autochtones, Nouveau-Brunswick

Une initiative provinciale permet à des travailleurs autochtones de se trouver des emplois dans le secteur forestier

Depuis son lancement en 2004, le Aboriginal Skills and Employment Partnership Program New Brunswick – ASEP-NB Inc. (Programme de partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones – Nouveau-Brunswick) a fait d'énormes progrès dans la réalisation de son mandat : encourager, développer, appuyer, former, embaucher et parrainer la participation des peuples autochtones dans le secteur forestier du Nouveau-Brunswick.

Cette initiative est née de la collaboration entre l'Association des produits forestiers du Nouveau-Brunswick, cinq signataires de l'entente sur le développement des ressources humaines autochtones (EDRHA), le Conseil des Micmacs du district de la Rive-Nord, le Conseil tribal Mawiw, le Conseil tribal de la vallée du fleuve Saint-Jean, la Corporation du développement des ressources humaines des Premières nations, le Conseil des peuples autochtones du Nouveau-Brunswick, Ressources humaines et Développement social Canada, le Service canadien des forêts de Ressources naturelles Canada (SCF-RNCan) et le gouvernement du Nouveau-Brunswick.

ASEP-NB Inc.

Steve Ginnish, coordonnateur d'ASEP-NB, participe au programme depuis son lancement. La proposition initiale du programme ASEP-NB, intitulée *People, Land and Opportunity* (Peuple, terre et possibilités), soulignait la pénurie de travailleurs autochtones dans le secteur. « Le secteur des forêts comptait peu de travailleurs autochtones », mentionne Steve.

L'ASEP-NB a par la suite tenté de déterminer les besoins en emploi de l'industrie ainsi que le nombre de travailleurs autochtones disponibles au Nouveau-Brunswick. Steve a découvert que la région comptait des travailleurs qualifiés sans emploi ainsi que des travailleurs éventuels qui n'avaient pas les compétences nécessaires.

L'ASEP-NB a lancé sept initiatives pour s'assurer que les travailleurs des Premières nations reçoivent une formation dans le domaine et se trouvent un emploi à temps plein dans le secteur des forêts. « Les initiatives visent, entre autres, à attirer les membres des Premières nations dans le secteur, à identifier les travailleurs forestiers qualifiés qui sont sans emploi et à trouver des emplois immédiats pour les personnes qui ont déjà reçu une formation », explique Steve. « Nous voulons les aider à se trouver un emploi dans l'industrie ou dans une branche dérivée de

l'industrie. Le secteur des forêts, c'est bien plus que l'exploitation de grandes usines. »

Steve croit que le secteur des forêts est un secteur d'emploi idéal, car les perspectives de carrière y sont très vastes. Il espère que le programme ASEP-NB pourra changer la perception des gens qui croient à tort que l'industrie se résume à la coupe des arbres.

« Notre objectif principal est de trouver une place dans le secteur, quelle qu'elle soit, aux membres des Premières nations, souligne Steve, comme chauffeur de camion transportant la pâte ou les produits finis, comme mécanicien de camion ou de bulldozer, comme mécanicien-monteur ou tout autre besogne de chantier, ou encore comme gestionnaire, superviseur, n'importe quelle tâche reliée au secteur forestier, y compris la conservation, la surveillance ou la protection. »

L'un des premiers objectifs de l'ASEP-NB à son lancement en 2004 était la création d'au moins 200 postes durables à temps plein au cours de son mandat de quatre ans. Le programme, qui entreprend aujourd'hui sa cinquième année, a dépassé cet objectif. En effet, en plus de la création de 200 nouveaux postes forestiers pour des travailleurs des Premières nations, l'initiative a permis d'offrir une formation pour plus de 400 postes nouveaux et existants.

Comme l'explique Steve, l'ASEP-NB a pu accomplir tout ça grâce à l'appui généreux de divers collaborateurs, notamment le Programme forestier des Premières nations (PFPN), qui a servi à réunir les partenaires du projet. Depuis 2004, le PFPN verse 70 000 dollars par année pour aider l'organisation à attirer des travailleurs des Premières nations dans le secteur des forêts.

Les fonds du PFPN ont en outre été affectés à la sensibilisation à une carrière en foresterie et ont servi à payer une partie du salaire des étudiants qui ont occupé des emplois d'été les exposant aux possibilités de carrière en recherche forestière au sein du Service canadien des forêts de Ressources naturelles Canada (SCF-RNCan).

« À l'aide du Service canadien des forêts de Fredericton, nous avons créé des postes au sein de divers services de recherche », indique Steve. « Nous avons créé des débouchés pour les étudiants d'université qui commencent une formation en sciences ou en administration des affaires. Nous leur donnons un avant-goût des emplois qu'ils peuvent occuper s'ils choisissent de faire carrière en foresterie. »

Chris Pitt, directeur du PFPN au Centre de foresterie de l'Atlantique du SCF-RNCan, a constaté lui-même les bienfaits que procure l'ASEP-NB non seulement à ses participants, mais aussi à l'ensemble de l'industrie. « Nous tentons de renforcer les capacités des collectivités des Premières nations et de créer des retombées économiques dans le secteur des forêts », indique Chris. « Nous pourrions peut-être même inciter des travailleurs autochtones qualifiés à travailler un jour ou l'autre pour le SCF, par exemple en recherche forestière. »

Depuis 2004, de 15 à 20 étudiants de 15 bandes autochtones de l'ensemble du Nouveau-Brunswick participent au programme ASEP-NB chaque année. Comme le mentionne Steve, le but principal du programme est d'aider les diplômés à se trouver un emploi à temps plein. L'ASEP-NB vise également à perfectionner davantage les travailleurs qualifiés du secteur et à accroître le nombre d'étudiants des Premières nations dans les programmes de mathématiques, de sciences et d'affaires.

« (Nous voulons) obtenir un plus grand nombre de diplômés en sciences, en gestion forestière ou en biologie », affirme Steve. « (Nous voulons) accroître la participation des Premières nations dans ces programmes. »

Steve mentionne que la plupart des étudiants autochtones du Nouveau-Brunswick se tournent vers les sciences sociales. Il croit qu'en incitant les jeunes Autochtones à s'inscrire dans des programmes liés aux sciences et aux mathématiques, l'initiative les aidera à renforcer leurs compétences pour le secteur des forêts de la province et à augmenter leur taux d'emploi dans ce secteur.

Avec l'aide constante de ses collaborateurs, l'ASEP-NB remportera sans aucun doute d'autres succès dans les prochaines années.

Financement total (2004–2008)	
Fonds du PFPN	322 975 $
Fonds des Premières nations	902 671 $
Autres fonds	2 740 299 $
Total	**3 965 945 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Steve Ginnish
ASEP-NB Inc.
47, chemin Church
Eel Ground (Nouveau-Brunswick) E1V 4E6
Tél. : 506-622-4735
Téléc. : 506-622-8012
Courriel : asepnbsginnish@nb.aibn.com
Site Web : www.asepnb.org

La Sensibilisation des jeunes, Canada atlantique

Programmes de sensibilisation des jeunes visant à promouvoir les carrières en foresterie en Nouvelle-Écosse

En 2005, la Confederacy of Mainland Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse a souligné l'importance de mettre en œuvre un programme visant à enseigner aux jeunes les connaissances traditionnelles et les compétences en foresterie et à leur faire prendre conscience des possibilités de carrière en sciences naturelles.

« Nous cherchons une façon d'inciter les plus jeunes à se tourner vers des études en sciences et en foresterie », explique Bryan Brooks, qui a été embauché pour trouver et mettre en œuvre un programme.

Le programme « Survive and Stay Alive », créé par l'organisation HELP Group Management Inc. du Nouveau-Brunswick, s'est avéré la solution idéale. Ce programme vise à enseigner aux élèves du primaire des connaissances de base sur les forêts et les notions essentielles de survie en forêt. Le programme a été lancé en tant que projet pilote au cours de l'été de 2006 dans la Première nation de Millbrook, près de Truro, en Nouvelle-Écosse. Le programme prévoyait également la transmission de connaissances traditionnelles pour promouvoir auprès des jeunes Autochtones les techniques de foresterie et de gestion des ressources naturelles propres aux Premières nations.

Confederacy of Mainland Mi'kmaq

Quatorze jeunes se sont joints au programme. « Ils se sont bien amusés », mentionne Bryan, « et le programme a été apprécié par les parents et la communauté. »

À l'aide des fonds du Programme forestier des Premières nations (PFPN), la Confederacy a mis en œuvre le programme « Survive and Stay Alive » dans quatre collectivités autochtones durant l'été 2007. « Le projet a attiré un grand nombre de personnes », souligne Bryan. « Des groupes d'environ 17 étudiants chacun ont participé au programme dans les Premières nations d'Eel Ground (Nouveau-Brunswick), de Saint Mary (Nouveau-Brunswick) et d'Indian Brook (Nouvelle-Écosse), ainsi que près de 45 étudiants dans la Première nation de Millbrook, en Nouvelle-Écosse. »

Pendant une semaine, les jeunes ont reçu chaque jour une formation sur différents thèmes liés à la survie en forêt, notamment la nourriture, le feu, l'eau, les abris et les premiers soins. « Le programme est à la fois éducatif et amusant », explique Bryan. « Les enfants ont participé en différents groupes à des activités compétitives qui ont été filmées à l'aide de caméscopes.

Tout le monde a gagné. Le vendredi, nous avons distribué des prix et des gâteaux, invité les parents à se joindre à nous, et remis des DVD contenant des vidéos des activités qui se sont déroulées au cours de la semaine. »

« Il est bon de voir les enfants se promener dans les bois et de se rattacher à leurs racines », mentionne-t-il, « et aussi de découvrir les ressources naturelles. Bien des étudiants de Millbrook s'intéressent maintenant au domaine des ressources naturelles. Nous espérons ainsi assurer un avenir pour ces jeunes. »

« Le programme a reçu un appui considérable des collectivités », rapporte Bryan. « Ces dernières ont offert des autobus et de la supervision, installé des toilettes extérieures, et fourni un abri contre les intempéries dans leurs immeubles communautaires. »

Par ailleurs, le programme Envirothon à l'intention des élèves du secondaire des provinces canadiennes et États américains est de plus en plus apprécié par les collectivités des Premières nations de la région de l'Atlantique. Envirothon est un concours dans le cadre duquel des équipes de cinq à sept élèves se disputent des prix et des bourses d'études tout en acquérant des connaissances en sciences de l'environnement et en gestion des ressources naturelles. Les équipes du championnat provincial et des États participent aux épreuves du Canon Envirothon pour l'Amérique du Nord qui ont lieu au Canada tous les cinq ans.

En 2002, Debbie Waycott, aujourd'hui directrice exécutive de l'Association forestière de la Nouvelle-Écosse, a fait une demande de fonds du PFPN pour lancer le programme Envirothon à titre de projet pilote à l'école secondaire des Premières nations d'Eskasoni, en Nouvelle-Écosse. Depuis, deux autres collectivités se sont jointes au programme, et des équipes autochtones ont participé aux épreuves provinciales d'Envirothon et remporté plusieurs des catégories, notamment en foresterie.

Le PFPN a versé des fonds pour permettre à Debbie de visiter les écoles participantes et de travailler avec les élèves. Les fonds ont également servi à payer les frais d'inscription des équipes qui ont participé aux concours provinciaux.

« Depuis 2002, le programme a sans doute eu une incidence sur la vie de plus de 150 élèves

des Premières nations », affirme Debbie, « et environ 60 pour 100 d'entre eux ont entrepris des études postsecondaires. »

Un certain nombre des élèves poursuivent une carrière en sciences. Toutefois, Envirothon a été une expérience enrichissante pour toutes les personnes qui y ont participé. « Au cours de l'activité, les élèves doivent élaborer et présenter un exposé à un jury; il est donc très important qu'ils maîtrisent les techniques de présentation », indique Debbie. « Des élèves m'ont dit qu'ils sont sortis de leur coquille après avoir participé au programme. »

Debbie est fière des jeunes avec lesquels elle a travaillé et croit que le programme Envirothon a eu une incidence très positive sur les collectivités. « Les élèves qui ont participé aux concours provinciaux sont devenus de vrais modèles d'identification et je constate que de plus en plus d'élèves sont intéressés à participer au programme Envirothon. Les parents me disent souvent "Vous avez fait du bon travail, ce sont maintenant nos enfants qui nous exhortent à recycler, à protéger l'environnement et à préserver nos ressources naturelles." »

Financement total

Programme Survive and Stay Alive (Confederacy of Mainland Mi'kmaq)

Fonds du PFPN	25 600 $
Fonds des Premières nations	6 400 $
Autres fonds	0 $
Total	**32 000 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Survive and Stay Alive
Bryan Brooks
Confederacy of Mainland Mi'kmaq
57, croissant Martin
Millbrook (Nouvelle-Écosse) B2N 5V3
Tél. : 902-895-6385
Télec. : 902-893-1520
Courriel : bryan@cmmns.com
Site Web : www.cmmns.com

Financement total

De 2006 à 2008, le PFPN a apporté une contribution de 19 000 $ à la Confederacy of Mainland Mi'kmaq pour financer le coût des activités de l'Envirothon en Nouvelle-Écosse.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

First Nations Envirothon Program
Debbie Waycott
Association forestière de la Nouvelle-Écosse
C.P. 6901
Port Hawkesbury (Nouvelle-Écosse) B9A 2W2
Tél. : 902-625-2935
Télec. : 902-625-3045
Courriel : dwaycott@nsfa.ca
Site Web : www.nsfa.ca

L'Assemblée générale des administrateurs autochtones, Québec

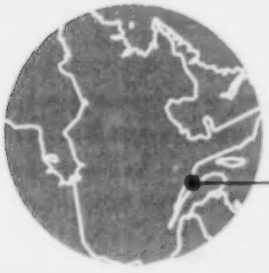
L'Assemblée générale des administrateurs autochtones : un exemple à suivre en matière de participation des communautés autochtones

Les communautés autochtones du Québec sont nombreuses à bénéficier directement du Programme forestier des Premières nations (PFPN). Sur 40 communautés au Québec, 35 ont obtenu, à un moment ou l'autre, l'appui du Programme pour un projet. « L'Assemblée générale des administrateurs autochtones (AGAA) agit comme catalyseur de la participation autochtone à la foresterie du Québec; c'est en partie l'existence de cette Assemblée qui explique que plusieurs communautés ont déjà participé au Programme », affirme Alain Dubois, agent principal des programmes forestiers fédéraux dans la région du Québec au Service canadien des forêts de Ressources naturelles Canada (SCF-RNCan).

Au Québec, l'administration du PFPN se fait avec le concours de l'Assemblée générale des administrateurs autochtones. Cet organe assume en effet avec le Comité de gestion provincial et territorial (CGPT) du PFPN la responsabilité du choix des critères d'admissibilité des projets soumis au Programme. Mise en place en 1999, l'AGAA n'a pas d'équivalent ailleurs au Canada. Quant au CGPT, il comprend six membres des Premières nations, deux représentants du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, deux représentants de SCF-RNCan et un représentant de l'industrie forestière.

L'Assemblée générale des administrateurs autochtones regroupe des représentants de chaque communauté des Premières nations de la province. Elle se réunit une fois par année pour se pencher sur des questions d'intérêt commun touchant le développement de la foresterie en milieu autochtone et déterminer les orientations du PFPN au Québec. S'il y a des recommandations ou améliorations à y apporter pour en favoriser le succès, on le fait. Le CGPT consulte donc tous les participants avant de rendre ses décisions. Pour le CGPT, l'AGAA constitue en définitive un moyen de consultation privilégié pour la gestion du Programme au Québec.

L'Assemblée générale des administrateurs autochtones sert aussi de tribune aux communautés actives en foresterie. Pour elles, il s'agit là d'une table ronde unique en foresterie pour l'échange de l'information. Elle leur permet de faire valoir leur point de vue auprès du CGPT



Assemblée générale des administrateurs autochtones

du Programme et auprès d'autres ministères fédéraux et provinciaux qui sont présents.

Les participants profitent en effet de la tenue de l'Assemblée pour échanger et s'informer sur l'évolution de la situation chez les Premières nations de la province. Par l'intermédiaire de l'AGAA, il se crée ainsi des liens entre les communautés qui ne se seraient pas créés autrement. « En fait, il s'agit de l'une des seules tables rondes en foresterie où les communautés ont la possibilité de se rencontrer et de faire du réseautage », précise Alain Dubois. « En somme », ajoute-t-il, « l'AGAA exerce une influence sur les décisions finales concernant les projets du Programme, tout en donnant au PFPN le pouls des communautés autochtones du Québec. »

Financement total

Le PFPN a apporté une contribution de près de 5 000 $ pour faciliter la présence de 11 collectivités des Premières nations à l'Assemblée générale de 2007-2008.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Alain Dubois
Service canadien des forêts
Ressources naturelles Canada
1055, rue du P.E.P.S.
C.P. 10380
Québec (Québec) G1V 4C7
Tél. : 418-648-7134
Téléc. : 418-648-2529
Courriel : alain.dubois@rncan.gc.ca

Le Conseil des Premières nations du Yukon, Territoire du Yukon

Le programme communautaire de construction de maisons en bois rond : un succès pour les Premières nations du Yukon

Au Yukon, le financement du Programme forestier des Premières nations (PFPN) a permis de soutenir un programme de formation qui a donné à plusieurs membres des Premières nations la chance d'acquérir les compétences nécessaires pour construire des maisons en bois rond au sein de leurs communautés.

Le programme de formation a été lancé en 2007 grâce au Conseil des Premières nations du Yukon et s'est déroulé pendant huit semaines à l'été 2008 dans des camps de formation sur place. Les Premières nations Tr'ondek Hwech'in, Carcross Tagish, et Champagne et Aishihik ont accueilli les trois premiers camps. Elles ont été choisies parce que chacune est accessible à plusieurs des 14 Premières nations du territoire.

Les camps ont fourni gîte et couvert à 12 à 15 élèves à la fois. Pendant leurs semaines de formation, les apprentis ont acquis des compétences en construisant des maisons en bois rond d'une dimension de 16 x 20 m (48,7 x 60,9 pi). Bien que le cours soit conforme aux normes de construction établies par l'Association internationale de constructeurs de bois rond (International Log Builders' Association ou ILBA), l'objectif consistait à fournir une formation pratique de base. « Les élèves ne sont pas considérés comme professionnels une fois le cours terminé », dit Tim Cant, le directeur de projet du programme, « mais ils possèdent les compétences de base nécessaires pour travailler au sein de l'industrie. »

Conseil des Premières nations du Yukon

Tim, ainsi que certains membres du Conseil, soit Ann Marie Swan, Gail Barnaby et Brenda Asp, ont passé la plus grande partie de l'année 2007 et le début de l'année 2008 à se préparer pour le lancement du programme, cooptant d'autres partenaires et s'occupant de tous les détails. Alors que les Premières nations ont assuré le financement de la formation des élèves, le PFPN a payé les matériaux de construction et fourni des fonds supplémentaires pour les frais de déplacement et d'hébergement.

Les partenariats se sont avérés fructueux. L'administration du Conseil des Premières nations du Yukon a assumé la direction du projet et s'est chargée d'une grande partie des frais d'administration. Affaires indiennes et du Nord Canada a soutenu le programme à l'aide d'une subvention permettant de renforcer les capacités pendant deux ans, tandis que le ministère de

l'Éducation du Yukon a appuyé cette initiative par l'intermédiaire du collège Yukon, qui a aidé à sa manière en participant à la conception du programme d'études.

Cependant, trouver des partenaires n'était que la première étape. Il fallait sélectionner les emplacements, recruter des formateurs, organiser les repas et l'hébergement sur les lieux, prévoir les déplacements des élèves et fournir les outils.

« Nous avons été très chanceux de trouver trois formateurs ayant une expérience concluante », dit Tim. « Deux ont travaillé avec des professeurs du collège Yukon afin de concevoir le plan de travail et le programme. L'autre formateur a conçu son propre plan de travail et son propre programme pour ses élèves. »

« C'était un gros projet, mais quand on y croit, rien ne peut nous arrêter », poursuit-il. « Il y aura toujours des obstacles, mais nous unissons nos efforts et nous nous entraidons. Les communautés ont participé plus que prévu, car elles ont réalisé le potentiel du projet. Nous avions donc le financement, des gens qui voulaient apprendre et des communautés prêtes à soutenir leurs élèves. »

Chaque personne concernée ne pouvait être plus heureuse du déroulement du programme. « Il y avait tellement de bons côtés à cette initiative! Nous avons ouvert des portes aux élèves et encouragé l'éducation dans la communauté. Nous avons enseigné les techniques de base, grâce à des formateurs compétents qui, nous l'espérons, ont semé une graine – faire réaliser aux élèves qu'ils peuvent construire leurs propres maisons, travailler dans le secteur du logement pour leur communauté ou même lancer leur propre entreprise », affirme Tim.

Le programme a été établi parce que les membres des communautés voulaient que les Aînés transmettent leurs compétences en matière de construction aux générations plus jeunes. Les Aînés ont des connaissances à partager, mais manquent généralement de ressources pour créer un programme et pour donner un cours. « Avec la mise sur pied du programme », dit Tim, « les Aînés pouvaient se joindre au cours et apporter leur propre contribution, ou les élèves pouvaient les rencontrer hors du cours et apprendre de manière autonome. »

L'autre avantage observé par Tim était lié aux matériaux de construction. Les élèves avaient besoin d'environ 40 rondins pour construire chaque maison, et les rondins devaient être coupés, transportés, écorcés, préparés et livrés sur les chantiers. Les Premières nations entretiennent une bonne relation avec les entreprises locales de bois d'œuvre, et les achats réguliers dans le cadre du programme ont encouragé cette relation tout en contribuant à l'économie de la région.

Lors de la première session, un appel de propositions a permis de trouver deux fournisseurs

locaux de bois rond. Cela a entraîné des répercussions positives. D'abord, certains des rondins provenaient d'arbres tués par le typographe européen de l'épinette. Les arbres pouvaient être récupérés, et les ramasser a fait de la place pour une nouvelle végétation saine dans la forêt locale.

De plus, les Premières nations, grâce au financement du Yukon Indian People Training Trust et du Training Policy Committee, ont embauché quelques élèves pour travailler dans les entreprises de bois d'œuvre. « Cela s'est bien déroulé », dit Tim. « Un d'eux a si bien travaillé que l'entreprise l'a embauché jusqu'à la fin de la saison. »

La première session du programme a débuté en novembre 2007. Plusieurs groupes d'environ 10 individus en formation devaient suivre le cours préalable, soit une formation de huit jours sur la sécurité au travail, au collège Yukon de Whitehorse. La formation dans les trois camps a commencé en février 2008.

Cette session a permis à 29 élèves d'obtenir un diplôme. « Nous avons invité chaque communauté à envoyer trois personnes. Au moment de la date limite, nous avions 40 candidats, dont la plupart étaient âgés de 18 à 25 ans, mais une dizaine étaient âgés de 40 à 50 ans. La plupart des élèves étaient des hommes, mais il y avait quatre ou cinq femmes. Tous les élèves appartenaient aux Premières nations. Des demandes d'étudiants non autochtones ont été reçues, mais nous n'avions pas assez de place pour les accueillir », dit Tim.

Il y a une pénurie de logements dans les communautés des Premières nations du Yukon, de même qu'une pénurie de travailleurs compétents dans le secteur de la construction. Tim a confiance que certains des diplômés seront embauchés comme apprentis par les entreprises locales de construction de maisons en bois rond. Toutefois, l'objectif premier du programme consistait à accroître la capacité au sein des communautés des Premières nations. « Nous croyons que les personnes ayant reçu la formation utiliseront leurs connaissances pour avancer », dit Tim.

« Je sais que certaines des communautés ont embauché des diplômés du programme pour leur service du logement. Et aussi qu'une de ces communautés fait des arrangements avec une entreprise pour construire des maisons en bois rond, et qu'elle aimerait que des diplômés travaillent pour cette entreprise », ajoute Tim.

Financement total	
Fonds du PFPN	160 050 $
Fonds des Premières nations	81 100 $
Autres fonds	0 $
Total	**241 150 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Brenda Asp
Conseil des Premières nations du Yukon
11, promenade Nisutlin
Whitehorse (Yukon) Y1A 3S4
Tél. : 867-393-9226
Téléc. : 867-668-6577
Courriel : brenda.asp@cyfn.net
Site Web : www.cyfn.ca

Chapitre 2 :

Création d'entreprises

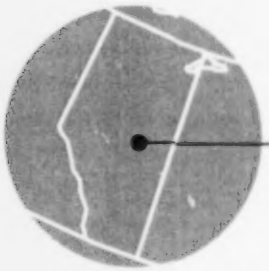
Conférence régionale du PFPN « Le Succès par le partenariat », Alberta

La septième conférence régionale renforce la foresterie dans l'Ouest et le Nord

En 2007, le Programme forestier des Premières nations (PFPN) a tenu sa septième conférence régionale, organisée par le bureau d'Edmonton du Service canadien des forêts de Ressources naturelles Canada (SCF-RNCan).

Plus de 150 délégués de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest ont assisté à la conférence « Le Succès par le partenariat », qui s'est déroulée du 7 au 9 mars, au centre de villégiature River Cree Resort and Casino, à Enoch, en Alberta. La collectivité de la Nation crie d'Enoch borde la limite ouest de la ville d'Edmonton.

La conférence portait sur l'importance d'établir des partenariats solides en vue de créer des initiatives efficaces en foresterie. Au début et à la fin de chaque séance, des représentants de tous les coins de la région ont donné aux délégués, provenant pour la plupart de collectivités des Premières nations, un aperçu des possibilités offertes régionales.



Nation crie d'Enoch

Les ateliers menés dans le cadre de la conférence portaient sur quatre thèmes précis : la protection des forêts, la formation des jeunes Autochtones en fonction de l'avenir, les produits forestiers non ligneux et le savoir traditionnel. Au cours de ces ateliers, les délégués ont obtenu de l'information et des comptes rendus sur notamment le risque d'infestation par le dendroctone du pin ponderosa en Alberta, les programmes des jeunes gardes forestiers, les initiatives pour le passage de l'école au travail, les possibilités d'affaires des terres à bois, la construction de maisons en bois rond et les contrats de lutte contre le feu.

Entre chaque séance, les délégués pouvaient participer à des activités de réseautage et visiter diverses expositions commanditées par des ministères, des collèges et des universités, des organisations et des entreprises du secteur forestier et des organismes de développement de la main-d'œuvre.

« La demande pour ce type de conférence a toujours été grande », mentionne Lorne West, gestionnaire de liaison du Centre de foresterie du Nord. « Ces conférences constituent une occasion pour les collectivités des Premières nations et d'autres partenaires du secteur forestier d'échanger de l'information sur les nouvelles tendances de l'industrie. »

« Elles sont également une occasion pour les Premières nations de se rencontrer et de discuter avec des partenaires éventuels. Les

Premières nations peuvent en apprendre plus sur les programmes mis en œuvre dans d'autres collectivités et prendre connaissance de programmes complémentaires, sources éventuelles de nouveaux partenariats. »

Lorne estime fort pertinent le thème du « succès par le partenariat » de la conférence. « L'une des plus grandes réalisations du Programme forestier des Premières nations depuis son lancement a été sa capacité d'attirer et de conserver différents partenaires provenant, entre autres, de l'industrie, du gouvernement, d'établissements d'enseignement et d'organisations de recherche. »

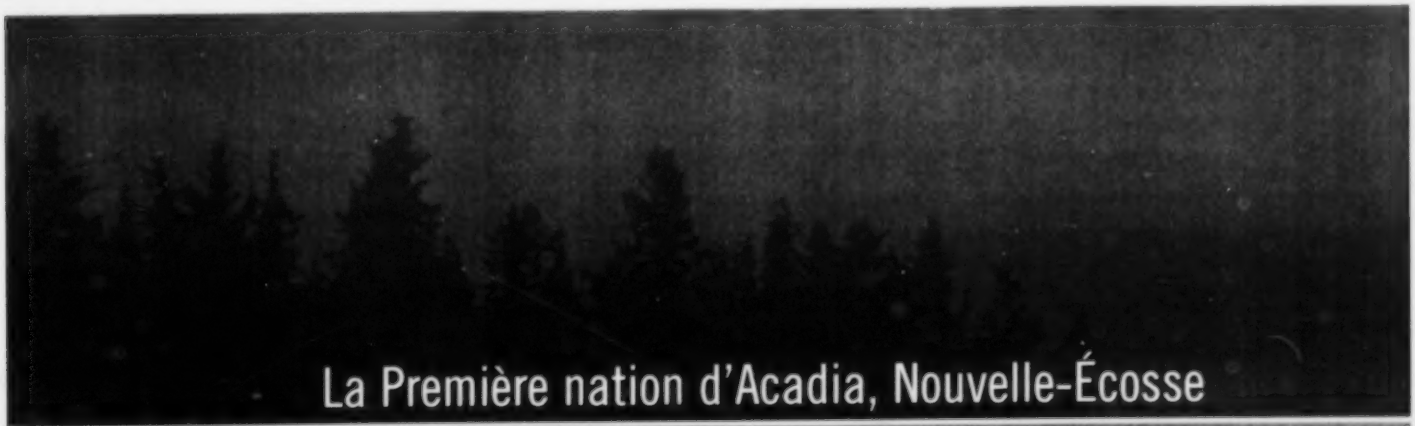
« Nous savons de par nos expériences précédentes que ces conférences sont un tremplin vers des débouchés pour les Premières nations qui souhaitent jouer un rôle plus dynamique dans le secteur des forêts », explique Lorne.

Financement total

Le PFPN a apporté une contribution de près de 28 000 $ à la conférence « Le Succès par le partenariat » de 2007-2008, principalement par l'entremise des frais d'inscription payés par les comités de gestion provinciaux et territoriaux (C.-B., Alb., Sask., Man. et T. N.-O.).

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Lorne R. West
Service canadien des forêts
Ressources naturelles Canada
5320–122nd Street
Edmonton (Alberta) T6H 3S5
Tél. : 780-435-7279
Téléc. : 780-435-7356
Courriel : lwest@rncan.gc.ca



La Première nation d'Acadia, Nouvelle-Écosse

L'initiative forestière d'Acadia contribue au bien-être des collectivités des Premières nations

La propriété Gardners Mills, qui compte 1 174 hectares de forêts et de lacs près de Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, a été confiée à la Première nation d'Acadia en 1993. Étant donné les potentialités de la propriété, la collectivité n'a pas tardé à élaborer et à mettre en œuvre un plan de gestion forestière qui prévoyait également la construction de la scierie de la Première nation d'Acadia.

En 2004, grâce à l'appui du Programme forestier des Premières nations (PFPN), l'exploitation – fondée sur une scierie mobile – développait des ressources durables, embauchait des membres de la collectivité et fabriquait des produits à valeur ajoutée pour le marché, tels que le bois d'échantillon.

Depuis lors, la scierie de la Première nation d'Acadia continue d'étendre ses activités. L'usine est aujourd'hui établie dans un lieu fixe et comprend une remorque équipée d'une pince de débardage permettant de déplacer les grumes de la forêt à l'usine. L'ajout de nouveaux équipements, y compris une raboteuse et une déligneuse, a permis à l'usine d'agrandir sa gamme de produits. L'exploitation, qui compte six employés et est en activité neuf mois par an, trouve un marché facile pour presque tous ses produits.

Première nation d'Acadia

Durant l'exercice financier 2006-2007, le PFPN a continué d'appuyer la Première nation d'Acadia, qui prévoit d'étendre ses activités, notamment ses activités forestières durables.

La route d'accès de 2 kilomètres menant au peuplement de feuillus a été prolongée pour faciliter l'accès aux travaux d'éclaircie précommerciale et l'abattage. Ces deux activités font partie d'un long cycle qui, selon Alton Hudson, gestionnaire des ressources naturelles de la Confederacy of Mainland Mi'kmaq, se déroule sous nos yeux.

Les forêts anciennes comptent un grand nombre d'arbres mûrs qui cachent le soleil et, par conséquent, empêchent la croissance de nouvelles plantes au sol. La première étape de l'aménagement forestier est la récolte sélective. Cette mesure vise à réduire suffisamment la densité des peuplements pour permettre à la lumière de pénétrer dans la forêt et favoriser la régénération. Les vieux arbres de qualité inférieure sont enlevés tandis que les arbres les plus beaux et les plus vigoureux sont conservés. Ces arbres produisent la semence nécessaire à la croissance de nouvelles plantes.

Une fois le nombre de semis naturels suffisant, les arbres résiduels de l'étage dominant sont récoltés; ils sont parfaits pour la scierie. Après avoir retiré l'étage dominant, il faut passer à la prochaine étape, soit le dépressage des gaules de façon à donner aux plus vigoureux la place suffisante pour croître et former la nouvelle génération de la forêt.

« Tous les ans, on procède au dépressage précommercial des jeunes peuplements et à la récolte de l'étage dominant », souligne Alton. « Si une forêt d'une telle étendue est bien gérée, elle constituera pour toujours une ressource économique. »

C'est grâce à l'appui du PFPN que la Première nation d'Acadia a pu mener des activités de foresterie durable. « Cet appui a été d'une grande importance », mentionne Alton. « Ce projet n'aurait pu se réaliser sans les experts, le personnel et les fonds qui nous ont été fournis. »

« L'initiative forestière contribue à procurer à la collectivité bien des avantages », ajoute Alton. « Les membres de la collectivité travaillent aujourd'hui dans les forêts. L'usine forme continuellement des gens et leur enseigne des techniques qu'ils pourront utiliser dans d'autres métiers au sein de la collectivité. Au cours de la dernière année, deux employés de l'usine se sont trouvé des emplois en charpenterie dans la collectivité. Celle-ci compte aussi une grande exploitation de pêche pour laquelle il y a toujours des travaux de construction. Par ailleurs, la collectivité utilise une grande partie du bois d'œuvre de la scierie pour ses travaux de construction. »

Financement total	
Fonds du PFPN, 2004-2008 (par la Confederacy of Mainland Mi'kmaq)	
Entretien/construction des routes	16 740 $
Travaux d'amélioration forestière	18 390 $
Formation	2 000 $
Gestion de projet	14 310 $
Total	**51 440 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Tom Picton
Première nation d'Acadia
RR 4, C.P. 5914-C
Yarmouth (Nouvelle-Écosse) B5A 4A8
Tél. : 902-742-0257
Téléc. : 902-742-8854

Le Conseil tribal de North Shore, Ontario

Le Conseil tribal de North Shore s'affaire à accroître la coopération et à renforcer les capacités de ses collectivités

Les Premières nations de l'Ontario intéressées par les terrains forestiers situés au nord du lac Huron s'efforcent de promouvoir la foresterie durable, d'accroître l'emploi et les possibilités de développement économique dans leurs collectivités ainsi que de contribuer à la gestion forestière pour les générations à venir.

Cinq Premières nations ont un intérêt pour la forêt North Shore, située entre Sudbury et Sault Ste. Marie. Quatre des collectivités qui y sont établies font partie du Conseil tribal de North Shore, qui a pris les devants dans l'établissement de relations de travail entre les collectivités et l'entreprise Northshore Forest Inc. L'entreprise détient un permis d'aménagement forestier durable de 840 000 hectares de terres productives de la forêt.

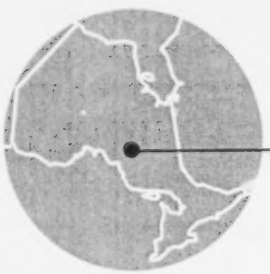
Dean Assinewe est gestionnaire de programme du service forestier du Conseil tribal de North Shore. Dean et ses collègues collaborent avec l'entreprise Northshore Forest Inc. à l'élaboration d'un protocole de relations de travail entre les deux parties. En collaborant avec l'entreprise forestière, le Conseil vise à accroître les occasions d'emploi en foresterie et de développement économique dans les collectivités.

« Il fallait décider si l'établissement des relations relèverait de la responsabilité des chefs et des conseils ou de celle de ministères de développement économique », explique Dean. « Nous avons décidé qu'étant donné que la plupart des débouchés sont de nature commerciale, il serait préférable de rédiger un protocole de développement économique. »

Une version provisoire des « protocoles de coopération » a été mise au propre en 2007 et distribuée à l'ensemble des intervenants pour obtenir leurs commentaires. Pendant que le document fait l'objet d'approbation, les initiatives de coopération se poursuivent.

« Nous avons conclu une entente pour faire l'inventaire des compétences », mentionne Dean. L'inventaire permettra de faire le lien entre les compétences et les occasions d'emploi et d'affaires pour chacune des collectivités.

« Nous pourrons ainsi déterminer quelles sont les personnes ayant une expérience en foresterie ou pouvant démarrer de petites entreprises forestières. Il existe des débouchés dans la plantation d'arbres et dans l'approvisionnement



Conseil tribal de North Shore

de bois de chauffage aux collectivités. Il existe également des emplois techniques, tels que le marquage d'arbres et des débouchés dans des domaines de soutien de l'industrie, tels que l'entretien de routes. »

Pour tirer profit de ces débouchés, les collectivités doivent accroître leur capacité. Elles doivent promouvoir la participation communautaire dans la planification de l'aménagement forestier, trouver des débouchés et déterminer les besoins de formation. Avant tout, elles doivent encourager les jeunes à faire carrière en foresterie.

Le Conseil tribal de North Shore a pris une mesure dans ce sens en 2007. À l'aide du Programme forestier des Premières nations (PFPN), le Conseil a entamé l'élaboration d'un programme de gardes forestiers. « L'idée est venue de mon bureau », explique Dean. « J'ai suscité de l'intérêt et j'ai ensuite obtenu l'appui du Conseil. L'objectif à court terme doit être de collaborer avec les collectivités afin d'amasser des fonds pour le programme et trouver des personnes pour le gérer. »

« Comme première étape, nous avons mis sur pied un programme de sensibilisation en joignant nos forces à celles du Youth Environment Leadership Forum (forum jeunesse sur le leadership en matière d'environnement), un autre programme offert par le Conseil tribal de North Shore. Cette initiative a permis à près de 30 étudiants de 7 collectivités à participer à un forum d'une semaine au Centre écologique du Canada près de Mattawa, en Ontario », ajoute Dean.

Le Youth Environment Leadership Forum a offert aux jeunes la possibilité de découvrir l'environnement et d'apprendre des techniques traditionnelles, telles que la fabrication d'avirons. Les jeunes ont également eu la chance de rencontrer des chefs, notamment le chef du Grand Conseil de la Nation Anishinabek, John Beaucage, qui leur ont souligné l'importance de développer un savoir-faire dans la collectivité.

Financement total	
Fonds du PFPN	22 440 $
Fonds des Premières nations	6 010 $
Autres fonds	35 500 $
Total	**63 950 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Dean Assinewe
Conseil tribal de North Shore
C.P. 28, Hwy 17 East
Cutler (Ontario) P0P 1B0
Tél. : 705-844-2340
Téléc. : 705-844-2563
Courriel : dean@mamaweswen.ca
Site Web : www.mamaweswen.ca

L'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador, Québec

S'investir auprès des jeunes Autochtones pour faire connaître les métiers de l'environnement

Comment piquer la curiosité des jeunes? Comment leur faire découvrir les possibilités d'emploi dans le domaine de l'environnement? Comment sensibiliser leurs éducateurs à ces possibilités? La solution qu'a trouvée l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) a été de tenir un colloque sur les métiers de l'environnement. À cette fin, l'organisme s'est associé au Conseil en éducation des Premières Nations et à la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec.

Organisé par l'IDDPNQL, ce colloque a eu lieu à Trois-Rivières les 3 et 4 avril 2007. Il a attiré près de 170 participants, dont la moitié étaient des étudiants provenant des diverses communautés autochtones du Québec. Le soutien du Programme forestier des Premières nations (PFPN) a entre autres servi à financer le transport et l'hébergement des participants.

Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador

Les étudiants ont ainsi eu l'occasion d'écouter des témoignages de travailleurs ayant de l'expérience dans divers secteurs et de leur poser des questions. Ils ont aussi eu la chance de visiter des milieux de travail, dont la Cité de l'énergie de Shawinigan. Au total, ils ont été amenés à voir de façon concrète en quoi consistent les emplois dans le domaine de l'environnement et à faire connaissance avec les entreprises qui les offrent.

« Le but du colloque », explique Mario Gros-Louis, ingénieur forestier et chargé de projets à l'IDDPNQL, « était de mieux faire connaître aux jeunes les possibilités de formation et d'emploi en environnement. Les jeunes des Premières nations font partie de la relève. Ils devront, dans un avenir très proche, participer à la gestion des territoires et des ressources. Il faut donc mettre à leur disposition dès maintenant les outils nécessaires. »

L'idée du colloque a pris forme à la suite du Forum socioéconomique des Premières nations, tenu à Mashteuiatsh en octobre 2006. Comme on s'était alors fixé pour objectif de créer 10 000 emplois, l'organisation d'un colloque sur les métiers de l'environnement a paru un bon moyen de contribuer à cet objectif. Il s'agissait en somme de sensibiliser les jeunes et ceux qui les encadrent aux possibilités actuelles et futures dans ce secteur d'activité.

Or le colloque a été une réussite : le taux de participation et l'enthousiasme des délégués de la jeunesse en témoignent. La tenue de cet événement a en outre souligné la volonté des communautés de promouvoir des emplois favorisant le développement durable auprès de la relève.

« Nous devons faire preuve de responsabilité à l'égard des ressources et prendre les moyens pour assurer un développement optimal de nos communautés », affirme Mario. « Les métiers en environnement sont la clé de l'avenir pour les Premières nations. Il est donc essentiel de bien communiquer à la relève les possibilités de ce domaine », précise-t-il.

Financement total

Le PFPN a apporté une contribution de près de 8 000 $ pour faciliter la présence de 15 communautés des Premières nations à la conférence de l'IDDPNQL.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Mario Gros-Louis
IDDPNQL
250, Place Chef Michel-Laveau
Bureau 101
Wendake (Québec) G0A 4V0
Tél. : 418-843-9999
Téléc. : 418-843-3625
Courriel : mgroslouis@iddpnql.ca
Site Web : www.iddpnql.ca

Chapitre 3 :

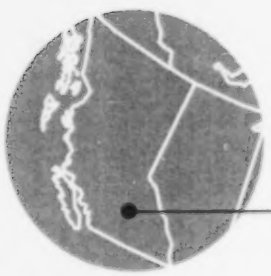
Accès aux ressources forestières

La Bande indienne de Lower Similkameen, Colombie-Britannique

La gestion des terres, un bel exemple de partenariat entre les Premières nations et d'autres collectivités

La vallée de la Similkameen, en Colombie-Britannique, tout comme celle de l'Okanagan, regorge de fermes et de ranches, de vergers, de vineries, de parcs et de forêts commerciales. La plupart des permis d'exploitation forestière de la province sont détenus depuis longtemps par d'importantes sociétés. Pendant des années, les collectivités locales ont vu disparaître le bois d'œuvre de la région vers des usines lointaines afin qu'il soit ensuite vendu sur les marchés internationaux.

Pendant près d'une décennie, les collectivités de la région ont exercé des pressions pour qu'au moins une partie des permis d'exploitation forestière soient accordés aux autorités locales. Lorsque le gouvernement provincial a réformé son mode de tenure forestière en 2003, il a fait en sorte que les Premières nations et les collectivités obtiennent plus de permis.



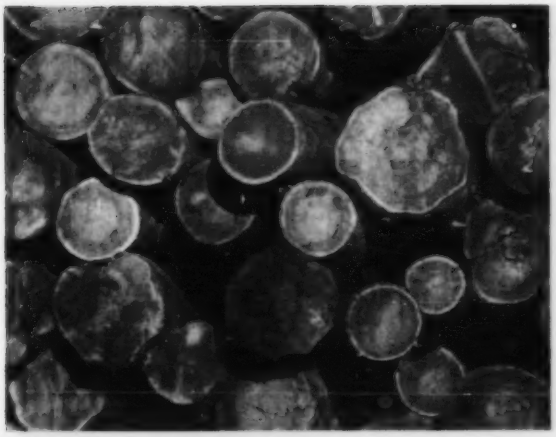
Lower Similkameen

Les collectivités de la vallée de la basse Similkameen – y compris le village de Keremeos, les Premières nations de la haute et de la basse Similkameen et le district régional d'Okanagan/Similkameen – ont profité de cette occasion en formant un partenariat pour faire une demande de permis d'exploitation forestière de la région.

« Nous avons fait une demande de financement auprès du Programme forestier des Premières nations (PFPN) afin de pouvoir établir le partenariat et d'élaborer la demande de permis », précise Steve Borcsok, chef du projet.

« Tout au long de 2006-2007, nous avons élaboré le partenariat et la demande de permis. Nous avons eu de nombreuses réunions avec les collectivités et les intervenants et nous avons retenu les services d'avocats et de comptables pour mettre au point les dispositions juridiques et financières de l'entente », explique Steve.

« Une fois les fonds du PFPN assurés, j'ai pu obtenir l'engagement des partenaires de l'industrie. Ils ont tous été d'une grande aide. Les entreprises ont procédé à des analyses de système d'information géographique (SIG) et ont fourni de l'information sur les ressources forestières, et les collectivités ont offert des locaux de réunion et fait diverses contributions en nature. Tout le monde a apporté de véritables et importantes contributions. Cette initiative a montré comment peut fonctionner un partenariat entre les Premières nations et d'autres collectivités. »



La Similkameen Valley Planning Society (Société de planification de la vallée de la Similkameen), nouvellement enregistrée, a présenté une demande de permis au gouvernement de la Colombie-Britannique à la fin de l'exercice financier de 2006-2007.

Le terrain que la Société a demandé de gérer s'étend de Keremeos au nord à la frontière américaine au sud, et est bordé à l'est par le parc provincial Cathedral et, à l'ouest, par une autre étendue de forêt de la Couronne.

La parcelle de terrain de 54 217 hectares comprend près de 40 000 hectares de forêt, dont environ 20 000 hectares sont exploitables. En tant que détenteur de permis, la Société gérera également les 34 000 hectares non boisés. Le terrain sert d'habitat faunique, notamment aux mouflons et aux chèvres de montagne, et est une source importante de produits alimentaires autochtones traditionnels. Cette zone pourrait offrir à de petites entreprises des débouchés en matière d'écotourisme, de plantes médicinales ou d'aliments traditionnels.

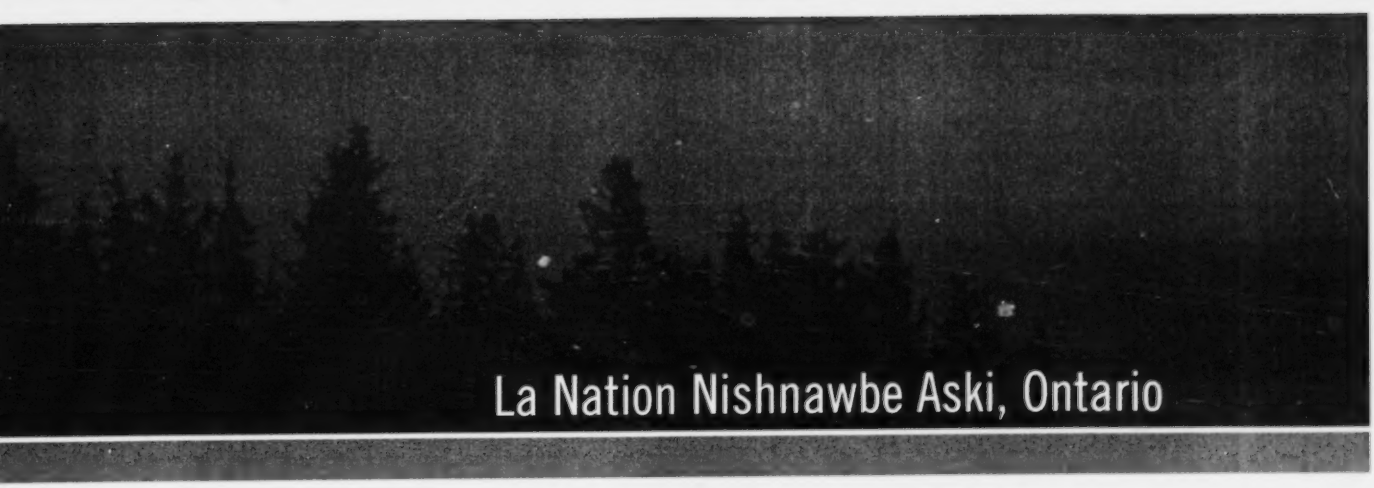
Pour faire une demande de permis d'exploitation forestière, la Société a dû mener une analyse complète de l'approvisionnement en bois et tenir compte des enjeux de conservation. Elle a dû aussi consulter les Premières nations et d'autres collectivités ainsi que des intervenants, tels que les grands détenteurs de permis d'exploitation forestière, les gardes forestiers, les piégeurs et les organisations de chasse et de loisirs. « Nous devions montrer que la collectivité était au courant de la demande et qu'elle l'appuyait », indique Steve.

Le Ministry of Forests and Range de la Colombie-Britannique en est aux dernières étapes de l'examen de la demande de permis. « La tenure initiale s'étend sur cinq ans », explique Steve. « Durant cette période, nous devons montrer que nous avons obtenu la participation du public et que nous pouvons faire preuve de prudence et d'intendance en matière de gestion des terres. Si nous y arrivons, la province prolongera l'entente de 25 ans. Le renouvellement, après examen, se fera ensuite tous les 25 ans. »

Financement total	
Fonds du PFPN	75 000 $
Fonds des Premières nations	6 000 $
Autres fonds	25 500 $
Total	**106 500 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Chief Joe Dennis
Bande indienne de Lower Similkameen
C.P. 100
Keremeos (Colombie-Britannique)
V0X 1N0
Tél. : 250-499-5528
Téléc. : 250-499-5538
Courriel : chief.dennis@lsib.net

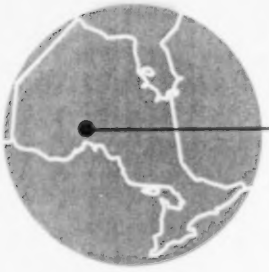


La Nation Nishnawbe Aski, Ontario

Manuel visant à « débloquer » les travaux d'aménagement des forêts du nord de l'Ontario

La nation Nishnawbe Aski revendique depuis toujours une bande de forêt qui s'étire le long du nord de l'Ontario, de la frontière du Québec à celle du Manitoba. Cette bande est l'un des rares terrains forestiers de la province à n'avoir toujours pas été attribués.

Avant d'entreprendre des travaux de développement sur une terre disputée, il est important de consulter les Premières nations. En effet, des problèmes ont surgi par le passé lorsque l'on omettait de tenir des consultations avec les Premières nations ou lorsque celles-ci étaient mal menées. Des événements exceptionnels tels que la crise de New Caledonia et celle d'Ipperwash sont couverts par les médias. Toutefois, les formes de résistance plus discrètes, comme la mise en place de barrages routiers ou la tenue d'actions en justice laborieuses, peuvent également avoir des effets sociaux et économiques importants.



Nation Nishnawbe Aski

La nation Nishnawbe Aski a décidé qu'il était temps d'établir les règles de base d'une consultation entre le gouvernement, l'industrie et les collectivités des Premières nations. En 2001, elle a constitué un groupe de travail et élaboré un manuel sur la consultation en matière d'exploitation des ressources naturelles.

La première édition du manuel a été publiée en anglais, en cri, en oji-cri et en ojibwa. Le manuel a connu du succès auprès des Premières nations. Depuis 2001, la Cour suprême et la Cour provinciale ont pris un certain nombre de décisions qui ont modifié le contexte juridique et incité la nation Nishnawbe Aski à mettre à jour son manuel. Les membres de la nation Nishnawbe Aski et d'autres Premières nations espèrent que la nouvelle version du manuel, qui tient compte des dernières décisions provinciales et fédérales sur les droits, ancestraux ou issus de traités, des peuples autochtones, constituera pour tous les intervenants, y compris les gouvernements fédéral et provinciaux, un outil pratique.

La deuxième édition a été publiée seulement en anglais. Cependant, en 2007, grâce à l'appui du Programme forestier des Premières nations (PFPN), la nation Nishnawbe Aski a entrepris la traduction de la troisième édition du manuel en cri, en oji-cri et en ojibwa.

« La traduction du manuel est un aspect très important du projet », explique Terry Wilson, un forestier qui offre des conseils professionnels et techniques aux 49 collectivités regroupant les 45 000 membres de la nation Nishnawbe Aski.

« Un grand nombre des Aînés ne parlent pas l'anglais. Ils habitent la terre. Ils constatent les effets de la foresterie sur leur territoire de piégeage. En traduisant le document, nous assurerons la participation des Aînés au processus de consultation et la prise en compte de leurs inquiétudes. Nous espérons ainsi leur permettre de prendre part aux activités et de se tenir au courant des derniers développements. »

« Le manuel a été créé par la nation Nishnawbe Aski pour répondre à un besoin, celui d'établir un processus où les Premières nations et les autres collectivités locales participent à de véritables consultations », explique Terry. « On entend souvent parler de "séances d'information" sur des plans d'aménagement qui concernent des terres revendiquées par les Premières nations. Bien qu'elles ne soient pas toujours tenues dans les communautés autochtones, elles sont par la suite présentées comme une consultation des communautés locales. Les provinces disent que c'est au gouvernement fédéral d'organiser de telles consultations, le gouvernement fédéral soutient qu'il n'a aucun droit sur les terres publiques provinciales, et le secteur privé, quant à lui, affirme que ce problème ne le concerne pas. Notre manuel définit un processus de consultation des collectivités autochtones qui reconnaît les droits, ancestraux ou issus de traités, des peuples autochtones du Canada, droits confirmés par les tribunaux et la *Loi constitutionnelle* de 1982. Notre objectif est de « débloquer » les travaux en attente et de favoriser le développement économique. Les barrages routiers et les actions en justice coûtent cher à tous. Si nous prenons ces consultations au sérieux, nous réaliserons des économies et faciliterons la vie à tous. »

Financement total	
Fonds du PFPN	25 000 $
Fonds des Premières nations	11 500 $
Autres fonds	79 000 $
Total	**115 500 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Terry Wilson
Nation Nishnawbe Aski
710, Victoria Avenue East
Thunder Bay (Ontario) P7C 5P7
Tél. : 807-625-4935
Téléc. : 807-623-7730
Courriel : twilson@nan.on.ca
Site Web : www.nan.on.ca

« Nous aimerions que le manuel soit adopté par les gouvernements à qui il revient de consulter les communautés locales », indique Terry. « Mais pour y arriver, il faudra promouvoir le manuel de façon cohérente et les collectivités devront exercer des pressions. »

Entre-temps, la demande pour le manuel ne fait qu'augmenter. « La demande pour la nouvelle édition ne cesse de grandir », mentionne Terry. Le cabinet du sous-ministre du ministère des Richesses naturelles de l'Ontario, ainsi que des entreprises du secteur des ressources naturelles, en ont commandé des exemplaires.

Chapitre 4 :

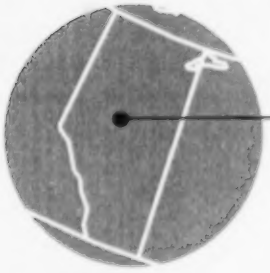
Aménagement forestier

La Nation sioux des Nakota d'Alexis, Alberta

Un inventaire permet à une Première nation de se préparer à une infestation du dendroctone du pin ponderosa

La Nation sioux des Nakota d'Alexis de l'Alberta se prépare à affronter les défis écologiques et économiques de l'infestation du dendroctone du pin ponderosa qui ravage les forêts de la Colombie-Britannique.

Le dendroctone du pin ponderosa, insecte vivant sous l'écorce de l'arbre, tue habituellement les arbres mûrs et surmatures. Cependant, les étés chauds et les hivers doux qu'a connus récemment la région ont entraîné l'explosion de la population du dendroctone du pin ponderosa, qui attaque maintenant aussi les arbres en santé. Ce scolyte a détruit des milliers d'hectares de pins de grande valeur en Colombie-Britannique, et l'infestation se déplace vers l'est en direction de l'Alberta. Les pins ravagés par le dendroctone ont une valeur marchande : le bois est encore solide, mais on doit le récolter dans un délai de deux à cinq ans. Les chicots représentent non seulement une perte financière, mais également un risque d'incendie.



Nation sioux des Nakota d'Alexis

La Nation sioux des Nakota d'Alexis possède une société forestière et trois réserves forestières dans des régions que l'infestation du dendroctone du pin ponderosa pourrait ravager. « Nous devons savoir si nos terres ont été infestées », mentionne le chef Cameron Alexis.

En 2006-2007, la Nation a obtenu des fonds du Programme forestier des Premières nations (PFPN) pour procéder à l'inventaire de deux de ses réserves forestières. L'inventaire lui a permis de déterminer les peuplements vulnérables et d'utiliser cette information pour prendre des décisions.

« La collectivité doit décider de récolter ou non les arbres qui seraient éventuellement tués par le dendroctone du pin ponderosa », explique Cameron. « Les Aînés veulent que les forêts demeurent aussi naturelles que possible, mais si le dendroctone attaque nos forêts et que nous ne récoltons pas les arbres, des incendies risquent de se déclencher dans trois à cinq ans. »

« L'inventaire nous a permis de déterminer les zones à risque et la quantité de bois pouvant être récoltée. Cette information est importante puisque nous devons faire des demandes pour obtenir des permis de récolte supplémentaires et que nous devons trouver des acheteurs de bois. En raison de l'infestation, le marché actuel est excédentaire et les prix ont chuté, mais nous

ne pourrons faire autrement . dans quelques années, les arbres ne seront plus utilisables. »

Malgré la baisse des prix, la hausse des activités forestières en prévision de l'infestation du dendroctone dans les forêts des réserves a stimulé l'activité économique de la collectivité. La Nation sioux des Nakota d'Alexis a incité les entrepreneurs à récolter le bois menacé par le dendroctone et à former des travailleurs de la collectivité. Cameron croit que cette formation améliorera leurs perspectives de carrière, car les personnes qui ont ces compétences en foresterie peuvent travailler dans des domaines connexes comme la gestion des incendies de forêt. Grâce à l'inventaire, 20 membres de la collectivité ont été embauchés et ont ainsi acquis de nouvelles et précieuses compétences.

Cameron espère voir ces compétences servir à l'établissement d'un programme élargi d'inventaire au cours des prochaines années. La forêt de la Nation sioux des Nakota d'Alexis, inventoriée en 2006-2007, jouxte le parc national du Canada Jasper et les concessions forestières de West Fraser Mills qui, par ailleurs, sont également touchés par la crise du dendroctone. « Nos terres se trouvent tout juste aux limites, nous devons donc travailler ensemble. Nous nous réunirons en tant que partenaires. Le parc pourrait embaucher des membres de notre collectivité pour mener des inventaires et combattre l'infestation du dendroctone du pin ponderosa », explique Cameron.

Financement total	
Fonds du PFPN	54 650 $
Fonds des Premières nations	13 670 $
Autres fonds	0 $
Total	**68 320 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Chef Cameron Alexis
Nation sioux des Nakota d'Alexis
C.P. 7
Glenevis (Alberta) T0E 0X0
Tél. : 780-967-2225
Téléc. : 780-967-5434
Courriel : info@alexisnakotasioux.com
Site Web : www.alexisnakotasioux.com

La Nation des Squamish, Colombie-Britannique

Présentation des possibilités de croissance pour le jardin botanique forestier

La construction du centre culturel Squamish Lil'wat à Whistler, en Colombie-Britannique, est achevée. Fruit d'une collaboration entre les Premières nations Squamish et Lil'wat et la municipalité de villégiature de Whistler, ce nouveau complexe permettra aux visiteurs de découvrir les traditions de ces communautés autochtones.

L'une des attractions phares du centre culturel sera un jardin botanique forestier, en partie financé par le Programme forestier des Premières nations (PFPN). Coordonnateur des services environnementaux du centre Squamish Lil'wat, Randall W. Lewis souhaitait créer un jardin qui préserverait et mettrait à l'honneur le patrimoine naturel et culturel des deux Premières nations.

« Dès le début des négociations avec la municipalité de Whistler, j'ai insisté sur la nécessité de protéger les plantes indigènes du secteur », déclare Randall.

Nation des Squamish

Il explique par ailleurs qu'il était important pour les deux Premières nations que leurs traditions soient conservées et partagées avec les jeunes et les moins jeunes de leurs communautés. La Nation des Squamish a également fait part de son souci de faire connaître les richesses naturelles de la région à l'échelle mondiale.

« Nous voulons nous servir du jardin botanique forestier et des plantes pour sensibiliser nos enfants et permettre aux anciens de mieux connaître les espèces qui poussent dans la région, notamment les herbes culinaires pour le restaurant Istken, qui se trouve au sein du centre culturel », ajoute Randall. « Nous nous efforçons également d'en faire un outil pédagogique qui nous relie aux marchés européen et asiatique dans le but de leur montrer (...) ce que nous sommes à même de préserver. »

Un emplacement de choix a été désigné pour accueillir le centre culturel Squamish Lil'wat (face au Fairmount Chateau Whistler), ce qui en fait une destination touristique idéale pour les Jeux Olympiques de Vancouver en 2010.

Il a également été convenu que le jardin présenterait des produits forestiers non ligneux, notamment des champignons alpins que l'on trouve en abondance sur le territoire des Lil'wat. Cela permettra aux Premières nations de tirer profit de la récolte de champignons sauvages ainsi que d'autres plantes médicinales indigènes.

Les responsables des deux communautés souhaitent par ailleurs étendre leurs ventes à l'échelle internationale.

Le centre culturel et le jardin botanique forestier assurent la préservation et la promotion du patrimoine naturel des deux Premières nations, mais ils génèrent également de nouveaux emplois pour les membres des deux communautés.

Après avoir ouvert ses portes au cours de l'été 2008, le centre culturel ouvre maintenant de nouvelles avenues pour les Premières nations Squamish et Lil'wat.

Financement total	
Fonds du PFPN	26 320 $
Fonds des Premières nations	6 630 $
Autres fonds	15 000 $
Total	**47 950 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Randall Lewis
Nation des Squamish
C.P. 2180
Squamish (Colombie-Britannique)
V8B 0B5
Tél. : 604-892-2292
Téléc. : 604-892-3476
Courriel : randall_lewis@squamish.net
Site Web : www.squamish.net

La Réserve du Traité de Tootinaowaziibeeng, Manitoba

Une découverte archéologique s'avère une occasion de connaître et de conserver le patrimoine

Située à environ 400 kilomètres au nord-ouest de Winnipeg, entre le parc provincial du mont Duck et le parc national du Canada du Mont-Riding, la Réserve du Traité de Tootinaowaziibeeng produit du bois d'œuvre depuis le milieu des années 1990. Cependant, en 2002, un entrepreneur de la région y a découvert quelque chose qui a changé la façon dont la collectivité locale percevait son paysage : il a déterré des restes humains d'environ 1 200 ans.

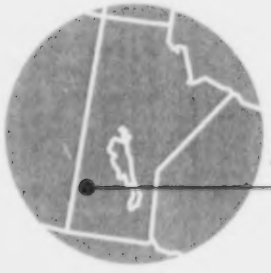
Quelle heureuse découverte étant donné que, comme le mentionne Boyd Mancheese, un chercheur de la réserve, la collectivité effectuait à l'époque une analyse de la terre traditionnelle pour déterminer si une partie de la réserve pouvait être désignée site patrimonial.

Quelques années plus tard, Linda Larcombe, archéologue de l'Université du Manitoba, a contacté Boyd pour lui demander si elle pouvait faire une prospection archéologique du site par l'entremise de son entreprise : White Spruce Archaeology.

En collaboration avec Boyd et grâce aux fonds du Programme des subventions destinées au patrimoine du Manitoba, Linda a réalisé de petits travaux de prospection archéologique au cours de l'été 2005. Avec l'aide d'élèves de l'école secondaire Grandview de la réserve, elle a mené des essais sur les sites désignés pour la coupe forestière.

La collectivité a beaucoup apprécié cette initiative, souligne Boyd, surtout en raison du fait que le projet a permis à des jeunes autochtones de se trouver un emploi d'été. Cependant, les fonds obtenus n'ont permis d'envoyer que deux élèves à la fois sur les sites.

À l'hiver 2006, la Réserve du Traité de Tootinaowaziibeeng a présenté une demande de fonds au Programme forestier des Premières nations (PFPN) pour étendre l'application du projet. Grâce à l'appui du PFPN, ainsi que du Programme des subventions destinées au patrimoine du Manitoba et de l'entreprise de transformation du bois Louisiana-Pacific, l'entreprise White Spruce Archaeology et la Réserve du Traité de Tootinaowaziibeeng ont pu effectuer des prospections archéologiques dans les Duck Mountains au cours des deux derniers étés.



Réserve du Traité de Tootinaowaziibeeng

« La contribution du PFPN nous a grandement aidés », déclare Boyd. « Nous avons pu, grâce à celle-ci, embaucher un plus grand nombre d'élèves pour le projet. » En 2006 et 2007, une moyenne de 10 élèves de la réserve à la fois ont été rémunérés pour participer à la prospection. Grâce au projet, les jeunes ont pu s'assurer un certain revenu, mais ils ont également eu la chance d'en apprendre davantage sur leur patrimoine en travaillant dans le secteur des forêts et dans la gestion des ressources culturelles et patrimoniales.

« Essentiellement, nous avons allié l'archéologie et la sauvegarde du patrimoine à la foresterie pour assurer la préservation et la conservation du patrimoine », indique Linda. Sous sa direction, les élèves de la réserve ont déterré des pointes de flèches et des outils en pierre permettant au groupe de déterminer l'âge du site.

Boyd espère que le projet continuera de remporter du succès et que davantage de prospections et autres initiatives seront lancées à l'avenir. Il aimerait également créer un musée en ligne où seraient exposés les artéfacts découverts par les élèves au cours des trois dernières années.

« Il y a toutes les raisons de poursuivre les travaux dans la région », affirme Boyd. « J'espère que nous pourrons y mener davantage de travaux, faire du projet une activité annuelle, et obtenir les fonds nécessaires pour ce faire. Nous avons par ailleurs l'appui de la collectivité et des élèves. »

Financement total	
Fonds du PFPN	20 000 $
Fonds des Premières nations	20 000 $
Autres fonds	36 300 $
Total	**76 300 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Boyd Mancheese
Tootinaowaziibeeng Treaty Reserve
292 Poste restante
Shortdale (Manitoba) R0L 1W0
Tél. : 204-546-3334
Téléc. : 204-546-3090

La Confederacy of Mainland Mi'kmaq, Nouvelle-Écosse

L'exécution unique d'un programme crée chez des collectivités de la Nouvelle-Écosse un sentiment de fierté et un sens de l'autonomie

Le Service canadien des forêts de Ressources naturelles Canada (SCF-RNCan) gère et exécute dans la majeure partie du Canada le Programme forestier des Premières nations (PFPN) en signant des accords de contribution avec chacune des collectivités des Premières nations.

En Nouvelle-Écosse, la Confederacy of Mainland Mi'kmaq, l'un des deux conseils tribaux de la province, offre le programme aux collectivités qui forment ses membres. Un accord de contribution entériné dans le cadre du PFPN assure aux 13 Premières nations de la province des fonds relativement prévisibles pour mener à bien leurs activités forestières chaque année.

Alton Hudson, gestionnaire des ressources naturelles de la Confederacy, fournit des conseils techniques. « Le processus fonctionne très bien », affirme-t-il. « La plupart des collectivités ont leur propre expert-forestier. Tous les ans, je m'entretiens donc avec eux et leur demande ce qu'ils veulent réaliser. » Sous leur direction et avec l'approbation du chef et du conseil, Alton élabore un plan de travail qui sera par la suite transmis au SCF-RNCan de Fredericton, à des fins d'examen et d'approbation.

Confederacy of Mainland Mi'kmaq

Les collectivités reçoivent toutes une part égale de fonds pour l'année. On lance le programme le 1er avril, et les collectivités ont jusqu'en juin pour décider de la façon dont elles vont utiliser les fonds, en tenant compte des objectifs et des critères du PFPN. Elles soumettent ensuite leur plan de travail. « Certaines collectivités en font plus que d'autres, et il arrive parfois qu'une collectivité quitte le programme pendant un an ou deux. Si une collectivité ne prévoit rien pour l'année, les fonds qui lui ont été affectés seront redistribués aux autres. Les choses finissent toujours par s'arranger », explique Alton.

« Cette méthode de mise en œuvre du programme donne aux participants l'occasion d'être fiers de la gestion de leurs terrains boisés », poursuit-il. « Ils décident eux-mêmes ce qu'ils veulent faire et passent à l'action. Des gens m'appellent pour me dire qu'ils veulent faire un traitement dans un peuplement. Je ne leur dis pas quoi faire. Ils savent déjà ce qu'ils veulent et comment y parvenir, et ils sont fiers de pouvoir le faire. »

Le nombre de travailleurs forestiers dans chacune des 13 collectivités des Premières nations varie selon la taille de la forêt et le type

de projet entrepris. Alton estime que la province compte environ 30 travailleurs en tout temps.

Chaque collectivité a un plan d'aménagement forestier, et Alton est disponible pour les aider à mettre à jour leur plan, au besoin. « Nous aidons les collectivités à atteindre leurs objectifs. Si leur objectif est de faire certifier et reconnaître leur propriété comme une forêt durable, nous les appuierons. L'une des propriétés, un peuplement d'environ 600 hectares à Pictou Landing, est certifiée. Une autre propriété, dans la vallée de l'Annapolis, représente environ 120 hectares de la plus belle forêt ancienne de la Nouvelle-Écosse. La bande qui s'y trouve tente de la mettre en réserve à des fins éducatives. »

La Confederacy offre aux collectivités divers services tels que des services de système d'information géographique. On envoie sur place des techniciens munis de systèmes de positionnement par satellites GPS pour recueillir des données, lesquelles serviront à dresser des cartes géographiques détaillées des zones qui ont été traitées. Ce service offert par la Confederacy permet aux bandes d'économiser de l'argent, qui servira plutôt à former les opérateurs sur l'entretien des scies à chaîne et sur la sécurité au travail.

Financement total	
Fonds du PFPN	94 530 $
Fonds des Premières nations	23 630 $
Autres fonds	0 $
Total	**118 160 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

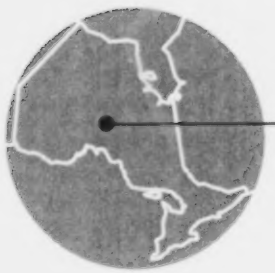
Alton Hudson
Confederacy of Mainland Mi'kmaq
C.P. 1590
Truro (Nouvelle-Écosse) B2N 5V3
Tél. : 902-895-6385
Téléc. : 902-893-1520
Courriel : forestry@cmmns.com
Site Web : www.cmmns.com

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek, Ontario

Le PFPN aide une Première nation sans territoire à préparer son avenir dans les forêts durables de l'Ontario

Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek est une Première nation qui, jusqu'à récemment, était sans territoire. L'établissement officiel d'une réserve, en mai 2008, a changé cela.

Grâce à l'appui du Programme forestier des Premières nations (PFPN), la Première nation Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek élabore depuis 2002 des plans stratégiques et opérationnels pour son service des forêts. Chaque année, la collectivité concentre ses travaux sur un morceau stratégique du « casse-tête » forestier. Elle a premièrement mis en place des ressources pour l'utilisation du système d'information géographique (SIG). Ensuite, elle a dressé des plans pour l'exploitation de produits forestiers non ligneux, la tenue d'activités forestières permanentes et la création de produits forestiers à valeur ajoutée.



Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek

L'appui financier continu du PFPN au cours de l'exercice financier 2006-2007 a permis à la Première nation de mettre à profit des travaux menés antérieurement et d'en faire des plans stratégiques et opérationnels détaillés.

« Négliger de planifier, c'est planifier l'échec », souligne Joe Donio, administrateur et agent de développement de la bande. « Il nous fallait établir des priorités et déterminer les mesures à prendre pour concrétiser certaines de ces entreprises. Les produits forestiers non ligneux sont un secteur d'activité plein d'avenir pour les membres de la collectivité qui souhaitent se lancer en affaires. »

La Première nation a déterminé un certain nombre d'espèces insuffisamment utilisées ainsi que des ressources traditionnelles et non ligneuses pouvant avoir des retombées économiques dans la région, notamment les bleuets et les champignons sauvages, les rameaux de saule et de sapin baumier comme matériau d'artisanat, et l'if du Canada, une source de paclitaxel, substance utilisée dans certains traitements du cancer. La collectivité étudie également la possibilité d'utiliser les « déchets » de bouleau comme copeaux énergétiques et palettes d'expédition.

« Dès le début », explique Joe, « l'initiative nous a permis d'élaborer non seulement un plan de récolte des arbres, mais aussi un plan de gestion de la forêt faisant revivre les utilisations traditionnelles. »

De nombreuses forêts de la région où habite la Première nation Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek sont gérées à l'aide de permis provinciaux d'aménagement forestier durable. L'opinion publique joue un rôle important dans l'élaboration des plans d'aménagement de ces forêts. Les titulaires de permis, qui sont responsables de l'exploitation, de la surveillance et de la régénération des ressources forestières, sont motivés à créer des partenariats favorisant le développement économique local.

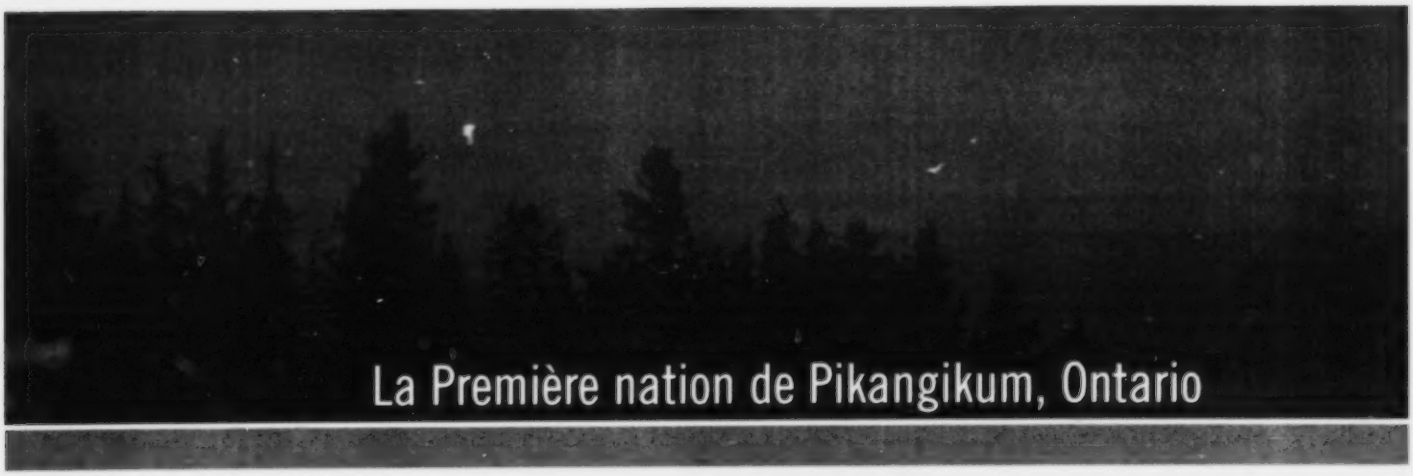
« Le PFPN nous a permis de préparer ces partenariats », mentionne Joe. « Maintenant que nous avons acquis de l'expérience et établi des plans, nous sommes prêts à prendre part au processus. »

Cette expérience servira sans aucun doute à la Première nation lorsqu'elle élaborera le plan d'aménagement de l'ensemble du territoire de la réserve.

Financement total (2002-2008)	
Fonds du PFPN	124 880 $
Fonds des Premières nations	136 979 $
Autres fonds	50 100 $
Total	**311 959 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Joe Donio
Animbiigoo Zaagi'igan Anishinaabek
C.P. 120
Beardmore (Ontario) P0T 1G0
Tél. : 807-875-2785
Téléc. : 807-875-2786
Courriel : jdonio@lakenipigonojibway.org



La Première nation de Pikangikum, Ontario

Le PFPN aide une Première nation à se préparer à explorer des débouchés de la forêt boréale de l'Ontario

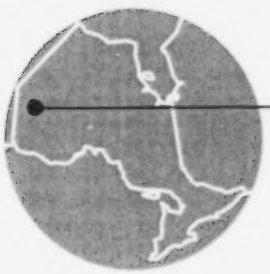
La forêt Whitefeather, située au nord de Kenora, en Ontario, était le premier lieu de réalisation d'un projet pilote d'aménagement communautaire d'un territoire de la province. Lorsque la Première nation de Pikangikum et le gouvernement de l'Ontario ont adopté en tant que politique la stratégie sur l'aménagement communautaire du territoire, en septembre 2006, la Première nation de Pikangikum a franchi un grand pas vers l'acquisition d'un territoire forestier d'intérêt commercial de 1,3 million d'hectares dans la forêt boréale.

Conformément à la stratégie, la Première nation de Pikangikum jouera un rôle prépondérant dans l'aménagement forestier tout en comptant sur la collaboration du ministère des Richesses naturelles. La stratégie met l'accent sur l'harmonisation du développement économique et de la santé écologique de la forêt Whitefeather. Elle est basée sur les connaissances traditionnelles de la bande Ojibway, ainsi que sur la science occidentale.

« Le Programme forestier des Premières nations (PFPN) a été le tout premier à donner son appui à l'initiative Whitefeather », indique Andrew Chapeskie, conseiller technique principal. « Le PFPN a fourni à la Première nation des capitaux de démarrage pour qu'elle puisse embaucher de l'aide technique, élaborer de la documentation et entamer des discussions. »

Depuis lors, la Première nation de Pikangikum participe à des activités sur bien des fronts. Elle a créé un répertoire de savoirs forestiers et autochtones traitant de divers sujets tels que les frayères d'esturgeons et les sites de pictogrammes, et collabore à des travaux de recherche avec des universités. Dans un projet mené conjointement avec l'Université du Manitoba, des chercheurs travaillent avec des Aînés et des piégeurs pour déterminer les facteurs pouvant servir à surveiller les changements aux écosystèmes de la forêt boréale.

Avec l'aide du PFPN, la Première nation de Pikangikum s'affaire à élaborer une stratégie de formation à long terme. Brad Henry, coordonnateur des initiatives régionales du PFPN à Ottawa, travaille avec la bande de Pikangikum sur la conception d'une stratégie depuis 2007. « Des séances de formation seront bientôt offertes pour permettre à la collectivité



Première nation de Pikangikum

de profiter des possibilités d'emploi une fois que le permis d'exploitation forestière durable sera en vigueur », explique-t-il. « Le permis devrait être délivré en 2011. »

Brad a pour mission de fournir une aide technique à la collectivité pendant que celle-ci élabore un plan stratégique de formation, travaille sur des propositions de financement et de partenariat et exécute le programme de formation. « Nous avons discuté d'initiatives de partenariat avec plusieurs organisations. Le Confederation College de Thunder Bay nous a été particulièrement réceptif et adaptera des programmes pour nos besoins, dont certains seront donnés à Pikangikum. »

La planification de cours postsecondaires ne représente toutefois qu'une petite partie de la stratégie. « Les gens d'ici se butent à bien des obstacles. Environ 25 % seulement de jeunes terminent des études secondaires et seulement 1 % d'entre eux poursuivent des études postsecondaires. Les jeunes femmes sont souvent mères dès l'âge de 16 ans. La collectivité devra compter sur beaucoup d'aide pour que la stratégie de formation réussisse », mentionne Brad.

« Le programme devrait former environ 250 personnes afin de pourvoir 160 emplois sur une période de cinq ans. La collectivité de Pikangikum n'a aucune expérience de la gestion de projets de cette ampleur, mais si elle réussit, elle facilitera la tâche aux autres Premières nations qui entreprendront des projets semblables. C'est la raison pour laquelle le PFPN est déterminé à fournir du soutien technique à la Première nation de Pikangikum tandis que celle-ci élabore et met en œuvre son programme de formation », affirme Brad.

Financement total (1997-2008)	
Fonds du PFPN	175 200 $
Fonds des Premières nations	230 060 $
Autres fonds	110 000 $
Total	**515 260 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

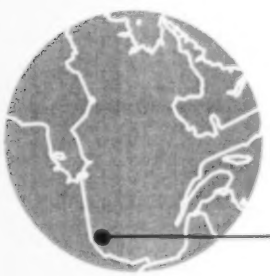
Alex Peters
Whitefeather Forest Management Corporation
Première nation de Pikangikum
Pikangikum (Ontario) P0V 2L0
Tél. : 807-773-9954
Téléc. : 807-773-5536
Courriel :
enquiries@whitefeatherforest.com
ou
alexpeters@whitefeatherforest.com
Site Web : www.whitefeatherforest.com

La Première nation d'Eagle Village, Québec

Une mise en valeur du territoire respectueuse de la population et de l'environnement

Au Témiscamingue, dans le nord-ouest du Québec, l'exploitation forestière constitue une activité économique très importante, propice à la création d'emplois. Jusqu'à récemment, toutefois, la Première nation d'Eagle Village-Kipawa, qui vit dans cette région, ne tirait pas pleinement profit de cette activité. Pour corriger la situation, cette communauté d'environ 800 membres, dont 300 résidents, s'est donc donné un outil : un Bureau de gestion du territoire et des ressources, qui vient appuyer le chef et le conseil de bande dans leurs décisions. Ce mécanisme s'est révélé fort utile.

La communauté désirait au fond trouver un équilibre entre la préservation de ses droits et de ses activités traditionnelles, et l'exploitation de la forêt par les grandes sociétés forestières. Elle voulait avoir son mot à dire à ce sujet, mais aussi participer davantage à la mise en valeur du territoire et de plus grands avantages pour ses membres. Aussi a-t-elle commencé, en 2003, à mettre en place des mesures d'harmonisation des activités forestières. Autrement dit, elle a cherché à se doter de moyens d'intégrer ses besoins, ses droits et ses intérêts à la gestion des ressources naturelles, en fonction du développement durable de ses terres.



Première nation d'Eagle Village

Trois personnes ont joué un rôle clé à cet égard. Mentionnons d'abord Larry Paul, le coordonnateur du Bureau de gestion du territoire et des ressources. Algonquin, il connaît le territoire à fond et s'appuie sur une longue expérience du travail en forêt. Deux technologistes forestiers québécois sont venus l'épauler : Michel Mongeon, conseiller en aménagement du territoire, en développement durable et en certification forestière, et Louis-Philippe Dénommé, qui s'occupe de l'aspect technique des mesures d'harmonisation. Grâce à leur esprit d'équipe, ces trois hommes sont parvenus à assurer l'implantation et l'application des mesures appropriées.

Avec l'appui du Programme forestier des Premières nations (PFPN), ils ont fourni une aide technique à la communauté, établi un plan de travail avec des entreprises de l'industrie forestière et encadré les activités sylvicoles de la bande. Ils ont ensuite mis en place un processus de gestion du territoire. Et à cause de l'importance de la nourriture traditionnelle du pays pour la collectivité, notamment de la viande d'orignal, ils se sont intéressés à la préservation des aires d'hivernage de l'animal. À cette fin,

ils ont recueilli des données pertinentes et les ont analysées. Les connaissances acquises sont aujourd'hui mises à profit dans les consultations entre le ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec, les sociétés forestières et la communauté.

Par ailleurs, le Bureau a également effectué une étude de faisabilité afin de voir s'il serait possible de créer une entreprise pour diversifier les activités forestières de la communauté et prolonger la période de travail des ouvriers sylvicoles. Financée par le PFPN, l'étude portait sur le potentiel d'exploitation de produits forestiers autres que le bois (les champignons ou les bleuets sauvages, par exemple).

Le succès remporté par l'implantation du Bureau de gestion du territoire et des ressources de la Première nation d'Eagle Village suscite de l'intérêt à l'extérieur. D'autres communautés autochtones du Québec emboîtent le pas afin de protéger le plus grand nombre de terrains forestiers possible. La Première nation d'Eagle Village croit qu'il est primordial de sensibiliser les joueurs clés à l'importance de préserver les forêts de façon à optimiser les activités traditionnelles des Autochtones. En préservant les forêts, on ouvre la porte à d'autres possibilités de développement, compatibles avec les valeurs de la communauté, et on donne aux Premières nations la possibilité d'avoir un avenir à l'image de leurs traditions.

Financement total (2000-2008)	
Fonds du PFPN	117 949 $
Fonds des Premières nations	417 840 $
Autres fonds	120 160 $
Total	**655 949 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Larry Paul
Première nation d'Eagle Village
C.P. 756
Témiscaming (Québec) J0Z 3R0
Tél. : 819-627-9034
Téléc. : 819-627-9428
Courriel : lmr@evfn.ca

La Première nation d'Eel Ground, Nouveau-Brunswick

La certification renforce le prestige d'une compagnie forestière des Premières nations

Située sur la côte nord du Nouveau-Brunswick, la Première nation d'Eel Ground abrite une riche forêt acadienne qui a malheureusement souffert des coupes sévères réalisées dans la région.

Voilà bientôt vingt ans que la communauté se mobilise pour développer et protéger les ressources naturelles de la région. Steve Ginnish, ancien agent du développement forestier d'Eel Ground, explique que la communauté poursuit un double objectif : favoriser la croissance économique tout en préservant la richesse culturelle, spirituelle et historique de la forêt.

Steve a veillé de près à ce que la communauté continue de prospérer. Il a commencé en 1990 à titre de consultant lorsque la Première nation a décidé de mettre en place un plan d'aménagement forestier dans le cadre du programme forestier d'Eel Ground.

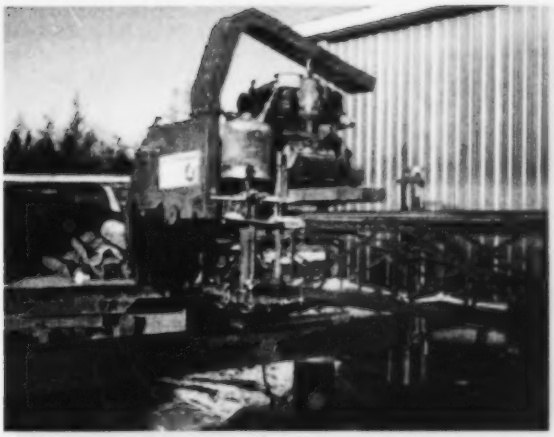
Première nation d'Eel Ground

L'un des principaux objectifs du programme était d'obtenir une certification prouvant au reste du secteur que la communauté d'Eel Ground suivait un plan d'aménagement forestier durable. « [Les acheteurs] voulaient s'assurer que nos produits étaient réalisés dans le cadre d'une opération forestière qui remplace plus ou moins ce qu'elle récolte », explique Steve, qui a également cogéré l'entreprise autochtone Straight Arrow Specialized Lumber Products.

Parmi les nombreux organismes offrant une certification, le Forest Stewardship Council (FSC) a été choisi parce qu'il était perçu par la communauté comme étant le mieux placé pour tenir compte des droits des peuples autochtones. « Le FSC prévoyait des moyens permettant aux Premières nations de devenir véritablement actives dans le secteur tout en gérant leur propre territoire de manière efficace », confie Steve.

Grâce au soutien financier du Programme forestier des Premières nations (PFPN), Steve a pu commencer le long processus d'obtention de la certification. Le plan d'aménagement forestier a été achevé et approuvé par le FSC en 2005.

Selon Steve, la certification a permis à Straight Arrow Specialized Lumber Products d'être reconnue et respectée en tant qu'entreprise autochtone. « Nous commençons à trouver notre place dans le domaine de la foresterie. »



Il s'agit maintenant de conserver la certification de l'entreprise. Grâce au soutien continu du PFPN, la communauté d'Eel Ground mène des activités d'aménagement en accord avec son plan d'aménagement forestier. En 2007 et au début de 2008, les subventions du PFPN ont servi à faire une coupe d'éclaircie précommerciale de 40 hectares, comme il était recommandé dans le plan.

Le programme forestier d'Eel Ground a non seulement permis d'accroître les activités dans le domaine de la foresterie, mais a aussi créé des emplois au sein de la communauté. Rien qu'en 2007, sept nouveaux postes ont été pourvus par des membres de la communauté d'Eel Ground.

Gail Sark, technicienne du système d'information géographique d'Eel Ground, est heureuse d'avoir la possibilité de prendre part à l'initiative forestière de sa communauté. Dans le cadre du programme forestier d'Eel Ground, elle a suivi un cours de cinq semaines de travailleur forestier professionnel au Collège communautaire du Nouveau-Brunswick. Cette formation lui a permis de prendre en charge la majeure partie de la cartographie et des collectes de données qui ont contribué à obtenir la certification d'Eel Ground auprès du FSC.

Pour Gail, ancienne réceptionniste, le fait de travailler en milieu extérieur et d'apprendre à connaître son environnement a été très gratifiant. « On voit tellement de choses différentes. Les arbres, la vie sauvage... », confie-t-elle.

Steve, qui est toujours conseiller bénévole pour le programme forestier d'Eel Ground, se dit satisfait du chemin parcouru par la communauté. Il espère qu'en continuant de cultiver ses richesses selon le plan d'aménagement forestier, la Première nation deviendra plus forte et plus indépendante sur le plan économique.

Financement total	
Fonds du PFPN	40 530 $
Fonds des Premières nations	90 570 $
Autres fonds	0 $
Total	**131 100 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Virginia Gail Sark
Première nation d'Eel Ground
40, route Micmac
Eel Ground (Nouveau-Brunswick)
E1V 4B1
Tél. : 506-627-4747
Téléc. : 506-627-4602
Courriel : egcdogis@nb.aibn.com

La Première nation de Sucker Creek et la Nation crie de Bigstone, Alberta

Un programme de prévention des incendies protège les collectivités et génère de l'emploi

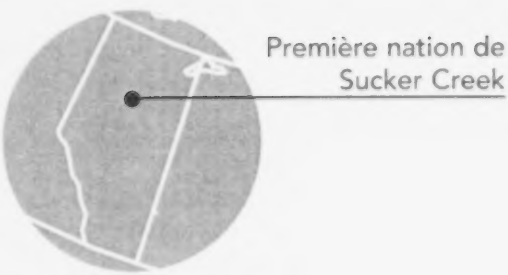
En 2006, plus de 9 000 incendies de forêt ont fait rage au Canada. Ils ont détruit des millions d'hectares de terrains forestiers et ont forcé l'évacuation de nombreuses collectivités. Plus de 60 % de ces incendies ont été causés par l'activité humaine.

Pour réduire le risque de feux de forêt et de prairie accidentels, Partners in Protection, coalition sans but lucratif de l'Alberta, a mis en œuvre le programme FireSmart. Lancé au début des années 2000, ce programme permet aux personnes et aux collectivités de travailler ensemble afin de prévenir les pertes, les dommages et les blessures occasionnés par les incendies de forêt. Dans le cadre du programme, on a publié un guide du propriétaire qui décrit les meilleures méthodes de prévention, y compris le déblaiement de bois et d'autres débris provenant d'arbres tombés.

Depuis 2003, le Programme forestier des Premières nations (PFPN) a appuyé plus de 20 programmes FireSmart de collectivités de Premières nations partout dans l'Ouest canadien, notamment la Première nation de Sucker Creek et la Nation crie de Bigstone de l'Alberta.

Sucker Creek est situé sur les rives occidentales du Petit lac des Esclaves, à 22 km à l'est de High Prairie et à environ 350 km au nord-ouest d'Edmonton. En 2005, la collectivité a utilisé des fonds du PFPN pour mettre au point le plan FireSmart, qui permet de déterminer les zones les plus susceptibles d'être touchées par un incendie de forêt. À Sucker Creek, on a entamé un processus de nettoyage pour réduire les risques d'incendie et on a engagé une équipe de jeunes gardes forestiers autochtones pour mener des évaluations dans chaque domicile.

Au cours des étés 2006 et 2007, on a embauché des équipes pour nettoyer les zones résidentielles restantes, établir des coupe-feux autour des limites de la réserve et achever le brûlage dirigé.



Alvin Cardinal, directeur de la mise en valeur des ressources humaines de la Nation de Sucker Creek, affirme que le projet a non seulement accru la sécurité de la collectivité, mais a également permis de générer de l'emploi. Au cours des deux années de son exécution, le programme FireSmart a assuré du travail à 10 membres de la bande de Sucker Creek ainsi qu'à des employés d'administration de la collectivité.

Le projet FireSmart de la Nation crie de Bigstone s'est déroulé en décembre 2007 et en janvier 2008 dans la réserve Jean Baptiste Gambler 183, située à 50 km au nord d'Athabasca. On a coupé des broussailles et déblayé la zone pour diminuer les risques d'incendie. Le projet a permis de créer des emplois pour 10 membres de la collectivité et pour des entrepreneurs en installation d'équipement et de sensibiliser la population locale à la prévention des incendies.

Darlene Gambler, conseillère en emploi et en carrière du service de mise en valeur des ressources humaines de la Nation crie de Bigstone, souligne qu'à l'origine le programme était un projet pilote. « Le PFPN voulait s'assurer que le programme fonctionnerait. S'il s'avérait une réussite, nous pourrions l'exécuter de nouveau l'hiver suivant. »

Financement total	
Sucker Creek (2005-2008)	
Fonds du PFPN	70 000 $
Fonds des Premières nations	26 090 $
Autres fonds	46 030 $
Total	**142 120 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Alvin Cardinal
Première nation de Sucker Creek
C.P. 65
Enilda (Alberta) T0G 0W0
Tél. : 780-523-4426
Téléc. : 780-523-3111
Courriel : alvincardinal@hotmail.com

Financement total	
Nation crie de Bigstone (2007-2008)	
Fonds du PFPN	25 000 $
Fonds des Premières nations	7 000 $
Autres fonds	0 $
Total	**32 000 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Gloria Anderson
La Nation crie de Bigstone
C.P. 960
Desmarais (Alberta) T0G 2K0
Tél. : 780-891-3313
Téléc. : 780-891-3301
Courriel : gloria.anderson@bigstone.ca
Site Web : www.bigstone.ca

Le programme a été une réussite, mentionne-t-elle, en partie parce que des résidents se sont présentés à son bureau à la recherche d'une formation et d'un emploi. Elle avait donc suffisamment de candidats désireux de participer au programme FireSmart.

Alvin et Darlene espèrent obtenir d'autres fonds du PFPN pour poursuivre la mise en œuvre du programme FireSmart dans leurs collectivités. « À mon avis, le programme a permis de prévenir les incendies de forêt et de générer de l'emploi », affirme Darlene. Ce fut une solution gagnante pour tous les participants.

Chapitre 5 :

Acquisition de nouvelles compétences

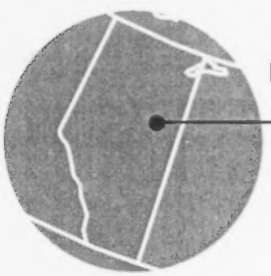
La Première nation de Whitefish Lake, Alberta

La formation de sapeurs-pompiers stimule le marché de l'emploi tout en assurant la protection des collectivités

Ces dernières années, le nombre d'incendies de forêts est en hausse au Canada. En 2006, environ 9 000 feux ont fait rage, une nette augmentation par rapport à environ 7 000 en 2005 et à 6 000 en 2004. Un incendie peut éclater dans n'importe quelle forêt du pays, mais les provinces de l'Ouest ont été particulièrement touchées. La province de l'Alberta à elle seule a connu près de 2 000 feux de forêt en 2006.

Pour remédier à la situation, la Division des forêts du ministère du Développement durable des ressources de l'Alberta a fait appel à plusieurs entreprises de suppression d'incendies forestiers, notamment la Goodfish Management Company Inc., une société autochtone située dans la région du lac Whitefish, à environ 70 km à l'ouest de Bonneyville, en Alberta.

Darryl Steinhauer, directeur de Goodfish Management, était heureux d'avoir décroché ce contrat. Il savait toutefois que son entreprise n'avait pas toutes les ressources nécessaires pour répondre à l'ensemble des exigences du Ministère. Bien des travailleurs s'étaient trouvés d'autres débouchés; la demande de sapeurs-pompiers formés et qualifiés était par conséquent forte dans la région.



« Nous avions grandement besoin de travailleurs formés », mentionne Darryl. « Nous nous sommes alors tournés vers le Programme forestier des Premières nations (PFPN) pour financer un programme de formation qui nous permettrait de renforcer nos capacités. »

Grâce aux fonds du PFPN, Goodfish Management Company Inc. a pu prolonger son programme de formation de 3 semaines à 12 semaines et ajouter de nouveaux éléments à son programme. Le nouveau programme comprend les techniques de lutte contre l'incendie, la sécurité, l'utilisation sécuritaire de la scie à chaîne, la préparation à la vie quotidienne et un stage de travail de deux semaines.

Au printemps 2006, 16 pompiers du Whitefish Lake ont reçu une formation en techniques de suppression des incendies de forêt. « Le groupe était formé de jeunes et d'adultes », indique Darryl. À la fin de leur formation, les participants ont reçu des offres d'emploi de la part de Goodfish Management.

L'entreprise poursuit toujours son programme de formation et, au cours de l'été 2007, Goodfish Management a formé 16 autres pompiers à l'aide d'autres fonds que ceux du PFPN.

Darryl est heureux du succès du programme et croit que la demande de travailleurs qui en sortent sera toujours forte. « Nous avons formé 16 nouveaux pompiers ces derniers temps, mais cela ne suffit pas », explique-t-il.

La formation a non seulement permis d'ouvrir de nouvelles portes en préparant les travailleurs autochtones pour le secteur des forêts, mais aussi d'aider les collectivités à renforcer leurs capacités pour mieux intervenir en cas de crise causée par un feu.

« Le PFPN peut apporter des bienfaits de toutes sortes à bien d'autres collectivités », souligne Darryl. « Il peut accroître les ressources au sein même des Premières nations, lancer des programmes forestiers, des programmes d'exploitation forestière, des études sur l'utilisation traditionnelle des terres (...) il y a tellement de moyens d'en faire profiter les Premières nations. »

Financement total	
Fonds du PFPN	25 000 $
Fonds des Premières nations	25 600 $
Autres fonds	44 670 $
Total	**95 270 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Darryl Steinhauer
Première nation de Whitefish Lake nº 128
C.P. 271
Goodfish Lake (Alberta) T0A 1R0
Tél. : 780-636-7000
Téléc. : 780-636-3534
Courriel : dstein1@telus.net
Site Web : www.whitefishlake.ca

La Bande Ch-ihl-kway-uhk, Colombie-Britannique

Huit collectivités unissent leurs forces pour accroître les débouchés en foresterie

La bande Ch-ihl-kway-uhk est une société de neuf Premières nations de la vallée du Fraser établies sur tout le territoire de la vallée de la Chilliwack dans le sud de la Colombie-Britannique. Elle comprend six Premières nations de la nation Sto :lo (Aitchelitz, Skowkale, Shxwhá :y Village, Squiala, Tzeachten et Yakweakwioose), deux Premières nations du Conseil tribal de Sto :lo (Kwaw Kwaw Apilt et Soowahlie) et la Première nation non affiliée de Skwah.

Les arbres ne manquent pas dans la région. Le douglas vert, le thuya géant, la pruche de l'Ouest et divers arbres à feuilles caduques peuplent les forêts. Il était donc tout à fait naturel pour les Premières nations de la région de lancer leur propre entreprise forestière. L'initiative stimulerait l'économie locale et assurerait aux résidents des emplois durables.

En mars 2004, des chefs de huit des neuf bandes de la vallée du Fraser se sont réunis pour former la société en commandite Ch-ihl-kway-uhk Forestry Limited Partnership (CFLP). Il était toutefois clair dès le début que ces collectivités souffraient d'une pénurie de travailleurs qualifiés. Les partenaires savaient que, pour que cette entreprise autochtone réussisse, ils devaient bâtir leurs capacités intérieures.

Bande Ch-ihl-kway-uhk

Matt Wealick, directeur des opérations forestières, a été chargé de trouver une façon de renforcer ces capacités. Pour ce faire, il s'est inscrit au Programme forestier des Premières nations (PFPN). « J'espérais ainsi trouver des fonds nécessaires pour développer les capacités et aider les collectivités à prendre conscience de ce qu'elles avaient », explique Matt.

Une fois les fonds du PFPN obtenus, Matt a demandé à Pamela Perrault, une facilitatrice et conseillère en politiques forestières, d'élaborer une stratégie de renforcement des capacités. En mai 2006, Pamela a commencé à interviewer des membres et des leaders des huit bandes qui constituaient la CFLP.

« La CFLP avait élaboré un projet unique étant donné que celui-ci réunissait huit collectivités qui visaient des buts très différents », mentionne Pamela. « On a constaté que tout le monde avait sa propre idée des besoins en emploi et de la façon de renforcer les capacités de l'entreprise. »

Pamela a aidé les leaders des collectivités à élaborer une vision et une mission communes qui tenaient compte de tous leurs intérêts. Dans son rapport, déposé en février 2007, elle

recommandait à la CFLP de se créer un site Web. Ce site viserait à informer les membres des différentes collectivités des nombreuses et diverses perspectives de carrière en foresterie et servirait d'outil de communication interactive pour les membres du comité.

Mis sur pied à l'aide des fonds du PFPN, le site est aujourd'hui presque terminé et devrait être lancé en 2009.

Matt met en œuvre la stratégie de renforcement des capacités en espérant que d'ici les cinq ou six prochaines années l'entreprise forestière sera entièrement dirigée par des membres des Premières nations des huit collectivités formant le partenariat. « Nous voulons avant tout pouvoir gérer nous-mêmes notre entreprise forestière et les ressources de nos territoires traditionnels. »

Pamela croit que Matt et la CFLP sont bien partis pour atteindre leurs objectifs. « Ils sont sur la bonne voie pour renforcer leurs capacités, surtout avec Matt, un forestier autochtone, à la barre », indique-t-elle.

Financement total	
Fonds du PFPN	22 629 $
Fonds des Premières nations	9 350 $
Autres fonds	0 $
Total	**31 979 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Matt Wealick
Ch-ihl-kway-uhk Forestry Limited Partnership
6014, route Vedder, Unité 29
Chilliwack (Colombie-Britannique)
V2R 5M4
Tél. : 604-858-0009
Téléc. : 604-858-3829
Courriel : matt.wealick@shawcable.com

La Nation ojibway de Brokenhead, Manitoba

L'acquisition de nouvelles compétences permet à des travailleurs du secteur des forêts à lancer leur propre entreprise

Il y a quelques années, le conseiller Paul Chief, de l'équipe d'aménagement forestier de la Nation ojibway de Brokenhead, s'est fixé un objectif à long terme, soit de former des travailleurs des Premières nations capables de créer une entreprise contractante spécialisée dans la réalisation de levés forestiers. Selon la vision du conseiller Chief, la mise sur pied d'une entreprise utilisant les ressources internes et créant des emplois pour les membres de la Nation ojibway de Brokenhead constituerait un pas énorme vers l'autonomie et la croissance économique de la collectivité.

Plusieurs membres de Brokenhead ont été initiés aux travaux forestiers en participant comme sous-traitant, en 2002, à un projet d'échantillonnage du volume de bois pour Conservation Manitoba. Pour maintenir leur intérêt pour le secteur des forêts, la directrice du projet, Deborah Smith, a présenté une demande d'aide financière au Programme forestier des Premières nations (PFPN). « Nous voulions diversifier les compétences des travailleurs », explique Deborah.

Nation ojibway de Brokenhead

Grâce aux fonds du PFPN, six membres de Brokenhead ont reçu une formation de cinq jours en classe et sur le terrain au cours de laquelle ils ont effectué des évaluations prérécolte durant l'été 2004. La formation a été assurée par Tembec Industries Inc., un fabricant de premier plan de forestiers intégrés.

Selon Deborah, ce fut une expérience des plus enrichissantes pour les stagiaires. « Le niveau de compétences et de connaissances acquis par les stagiaires (...) a amélioré les perspectives d'emploi de ceux-ci comme jamais auparavant. »

Étant donné le succès de la formation sur l'évaluation prérécolte, Deborah a soumis une autre demande au PFPN en 2006. Grâce à l'appui continu du programme, Brokenhead a pu poursuivre la formation en gestion forestière de l'équipe d'aménagement forestier qui devait exécuter un relevé de la croissance, puis former 10 de ses membres, à l'été 2006, sur les technologies du système d'information géographique (SIG). Deborah a en outre embauché Ariel Lupu, de la société d'ingénieurs Acres Manitoba Ltd., de Winnipeg, pour animer une séance de formation de huit jours.

Deborah est très contente des résultats de la formation. Elle croit que l'équipe d'aménagement forestier de la Nation ojibway de Brokenhead a atteint son objectif à court terme, soit de donner aux membres de Brokenhead la chance d'obtenir une reconnaissance professionnelle en relevés forestiers. « Nous avons une équipe fructueuse experte dans quatre types précis de relevés », mentionne Deborah.

La collectivité est en bonne voie d'atteindre l'objectif à long terme qu'elle s'est fixé. En 2007, deux stagiaires ont fondé leur propre entreprise contractante : Tamarack Forestry Management Resources. L'année dernière, l'entreprise a effectué des évaluations prérécolte et des relevés de croissance pour le compte de Tembec Industries. De plus, elle a embauché quatre autres membres de Brokenhead pour aider à faire le travail.

Deborah souhaite obtenir d'autres fonds dans l'avenir pour pouvoir continuer de former et d'améliorer les compétences dans d'autres domaines. Par exemple, Brokenhead prévoit agrandir son projet SIG et vise d'autres applications de cette technologie. L'équipe de d'aménagement forestier de la Nation ojibway de Brokenhead effectue actuellement des relevés de la régénération pour déterminer le taux de croissance des forêts de la région.

Grâce à l'appui des gouvernements et du secteur privé, la Nation ojibway de Brokenhead pourra réussir tout ce qu'elle entreprendra.

Financement total	
Fonds du PFPN	24 000 $
Fonds des Premières nations	35 400 $
Autres fonds	53 000 $
Total	**112 400 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

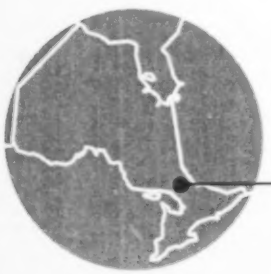
Deborah Smith
Nation ojibway de Brokenhead
Scanterbury (Manitoba) R0E 1W0
Tél. : 204-766-2318
Téléc. : 204-766-2306
Courriel : dlsmith0699@shaw.ca
Site Web : www.brokenheadojibway nation.net

La N'Swakamok Forestry Corporation, Ontario

Des ouvriers forestiers des Premières nations développent leur savoir-faire en foresterie sur des terres publiques

La N'Swakamok Forestry Corporation appartient aux Premières nations de Wahnapitae, Henvey Inlet, Whitefish Lake et Dokis ainsi qu'à la réserve non cédée de Wikwemikong. En tant qu'associée de l'entreprise Vermilion Forest Management Company Ltd., elle détient un permis d'aménagement forestier durable qui lui permet d'exercer ses activités sur les terres publiques provinciales au sud de Sudbury, en Ontario. Lorsqu'elle recrute des maîtres d'œuvre pour travailler en forêt, la société cherche avant tout ses entrepreneurs au sein des Premières nations.

Malheureusement, il est fréquent que de nombreux entrepreneurs autochtones ne remplissent pas les exigences provinciales. Les maîtres d'œuvre travaillant sur les terres publiques provinciales doivent en effet avoir été formés en premiers soins, en santé et sécurité au travail, en lutte contre les incendies et en manipulation des matières dangereuses. Ils doivent également pouvoir reconnaître les arbres et se conformer aux prescriptions relatives aux espèces et aux zones d'abattage.



N'Swakamok Forestry Corporation

« On procède à des récoltes sélectives dans ces forêts. C'est pourquoi les entrepreneurs doivent être capables de différencier les espèces, même en hiver lorsqu'il n'y a plus de feuilles », explique Martin Litchfield, conseiller forestier pour la N'Swakamok Forestry Corporation.

« Si les Autochtones qui ont travaillé sur le territoire de la réserve forestière connaissent les arbres, ils ne sont pas forcément conscients de l'importance des prescriptions en matière de reforestation et des autres directives en application sur les terres publiques provinciales. Dans les forêts publiques, il arrive par exemple qu'on limite ou qu'on interdise les coupes dans les zones proches des rivières pour protéger l'habitat du poisson. Les forêts situées dans une réserve des Premières nations ne sont pas soumises aux mêmes contraintes juridiques. »

Pour pouvoir tirer profit de l'expérience d'entrepreneurs autochtones sur ses aires de permis de coupe, la N'Swakamok Forestry Corporation devait veiller à combler ce manque de connaissances. C'est pourquoi elle a, en 2007, mis en place une série de modules de formation avec le soutien du Programme forestier des Premières nations (PFPN) pour aider à renforcer le savoir-faire des travailleurs autochtones.

« Aujourd'hui, lorsque des entrepreneurs autochtones souhaitent travailler sur les terres

publiques provinciales, nous sommes en mesure d'évaluer et, au besoin, de renforcer leurs compétences. Ils ne suivent que les modules nécessaires », précise Martin, qui a participé à l'élaboration des modules et à la mise en place du programme de formation. « Nous disposons de plusieurs programmes de formation, sous forme de présentations PowerPoint, organisés dans des salles de classe au sein des communautés au printemps et au début de l'été. Le suivi se fait sur le terrain. »

Ce programme a été élaboré notamment parce que la N'Swakamok Forestry Corporation avait des difficultés à se conformer aux règles des terres publiques provinciales. « Nous avons reçu plusieurs amendes et rapports sur la non-observation des formalités parce que les entrepreneurs faisaient des choses inacceptables », explique Martin. « Depuis que nous avons mis en place les modules de formation, nous n'avons plus reçu de rapports négatifs ni d'amendes. »

« Une fois qu'on attire leur attention sur le fait que les règles permettent de protéger les habitats et les bassins fluviaux tout en favorisant leur régénération, les entrepreneurs en comprennent toute l'importance, car ils sont attachés à la nature », ajoute-t-il.

Martin espère que ce type de règlements forestiers sera plus largement adopté une fois que les entrepreneurs autochtones y auront été sensibilisés. « Plusieurs Premières nations ont mis en place des contrôles similaires », explique-t-il. « La Première nation de Whitefish Lake a par exemple instauré des zones tampons le long de ses rivières. »

Martin estime que l'aide apportée dans ce domaine par le PFPN aux Premières nations a été précieuse. « Nous voulons un développement économique qui soit viable sur le plan écologique et cette formation a réellement contribué à sensibiliser les esprits à la foresterie durable », déclare-t-il. « La prochaine étape consiste à inciter un nombre plus important d'entrepreneurs autochtones à prendre de l'expansion et à commencer à travailler sur les terres publiques. »

Financement total	
Fonds du PFPN	25 500 $
Fonds des Premières nations	40 000 $
Autres fonds	5 600 $
Total	**71 100 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

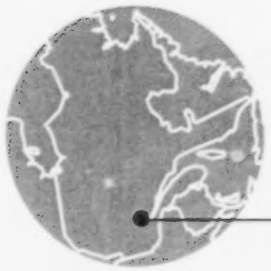
Art Jacko
N'Swakamok Forestry Corporation
172, route Old Village
Birch Island (Ontario) P0P 1A0
Tél. : 705-285-4004
Télec. : 705-285-2005
Courriel : nswakamok@persona
internet.com

L'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador, Québec

Les Premières nations mettent en commun leurs connaissances en matière de développement durable

Pour les Premières nations du Québec, quelle belle occasion de se faire connaître et d'établir des contacts que de participer au Carrefour de la recherche forestière du Québec! Destiné aux chercheurs et à d'autres intervenants du milieu forestier, cet événement triennal attire près de trois mille personnes provenant du secteur privé, d'établissements d'enseignement, de centres de recherche et de divers services gouvernementaux et municipaux. Son objectif? Favoriser les échanges entre ceux qui font progresser les connaissances et la technologie dans les domaines forestier et environnemental.

Soucieux de créer des emplois pour les Autochtones dans différents secteurs d'activité en foresterie et de promouvoir les partenariats en la matière, l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL) a organisé un colloque provincial à l'intention des Premières nations et des différents intervenants du milieu forestier. Ce colloque a eu lieu la deuxième journée du Carrefour.



Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador

Grâce à l'appui du Programme forestier des Premières nations (PFPN), l'IDDPNQL a pu financer et organiser huit conférences, auxquelles plus d'une centaine de personnes ont assisté. Des gestionnaires, des spécialistes et des professeurs y ont abordé divers sujets, depuis les diverses tendances qui se dégagent dans la gestion forestière par les Premières nations au Canada jusqu'aux études de cas. C'est ainsi qu'on y a présenté, entre autres, un modèle de cogestion et de planification écosystémique et une étude pour la mise en place au Québec d'une coopérative forestière des Premières nations.

« Le Carrefour de la recherche forestière constitue une excellente tribune pour nous », estime Mario Gros-Louis. Ingénieur forestier, chargé de projets à l'IDDPNQL, c'est lui qui était responsable de la mise sur pied du colloque conjoint. « En raison du nombre de personnes qu'il attire, le Carrefour est pour nous une très bonne façon de mettre en relief les possibilités d'emploi et les possibilités de contrat avec les Premières nations. Par la même occasion, nous tentons d'abolir les frontières entre des cultures qui hésitent parfois à s'apprivoiser l'une l'autre. »

L'organisation de ce colloque a aussi permis à l'IDDPNQL d'acquérir de l'expérience et d'être à l'affût de nouvelles occasions de visibilité. « À la suite de ce colloque, nous sommes maintenant

en mesure d'effectuer d'autres présentations et de participer à plus d'événements », mentionne Mario. « Nous avons réussi à nous faire connaître », souligne-t-il. « Le succès du colloque nous motive à trouver des occasions de présenter de nouveau les conférences à un public intéressé à travailler avec nous. »

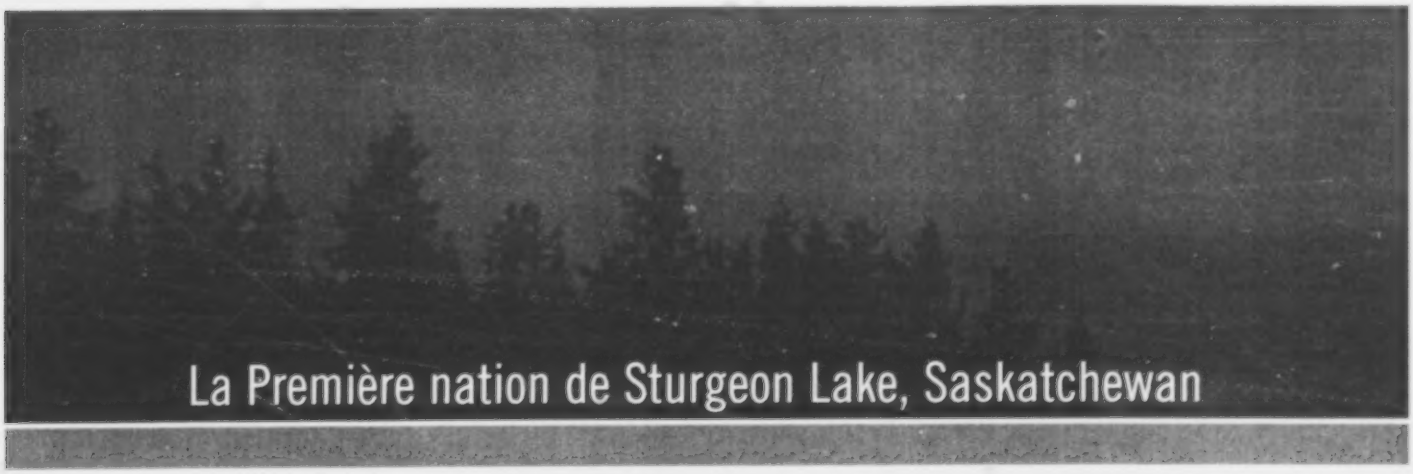
Organisme régional à but non lucratif, l'IDDPNQL met au point des outils afin d'appuyer les communautés des Premières nations dans la réalisation de leur propre développement durable.

Financement total

Le PFPN a apporté une contribution de 4 500 $ à 6 communautés des Premières nations pour aider à défrayer le coût de leur participation à la conférence de l'IDDPNQL de 2007.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Mario Gros-Louis
IDDPNQL
250, Place Chef Michel-Laveau
Bureau 101
Wendake (Québec) G0A 4V0
Tél. : 418-843-9999
Téléc. : 418-843-3625
Courriel : mgroslouis@iddpnql.ca
Site Web : www.iddpnql.ca



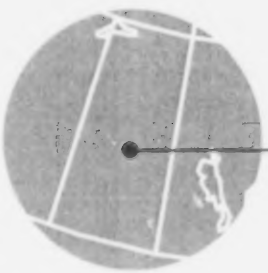
La Première nation de Sturgeon Lake, Saskatchewan

Le premier programme des jeunes gardes forestiers de la Saskatchewan : une réussite!

Le programme des jeunes gardes forestiers est depuis longtemps reconnu comme un excellent moyen de faire découvrir aux jeunes Autochtones le secteur des forêts du Canada. De nombreuses provinces ont mis en œuvre avec succès des programmes de jeunes gardes forestiers. Or, aucun programme de ce genre n'existait en Saskatchewan avant 2006.

« Le tout a commencé grâce à l'Association de la forêt modèle de Prince Albert et à l'Association forestière de la Saskatchewan », raconte Ron Burns, directeur de First Nations Island Forest Management Inc. « (Les deux organisations) ont vu que l'Alberta, le Manitoba et l'Ontario avaient un programme pour jeunes gardes forestiers, mais pas la Saskatchewan. »

Ensemble, l'Association de la forêt modèle de Prince Albert et l'Association forestière de la Saskatchewan ont obtenu des fonds du Programme forestier des Premières nations (PFPN) ainsi que du Programme canadien de forêts modèles. Ils ont également reçu un appui financier et non financier d'autres collaborateurs, notamment de la Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan, de la Nation crie de James Smith, du Grand conseil de Prince Albert, de la Forêt modèle de Prince Albert, du ministère de l'Environnement de la Saskatchewan, de l'Association forestière de la Saskatchewan, du Saskatchewan Institute of Applied Science and Technology (SIAST) et de la Première nation de Sturgeon Lake.



Première nation de Sturgeon Lake

Susan Carr, directrice générale de la Forêt modèle de Prince Albert, mentionne que le Programme des jeunes gardes forestiers suscite l'intérêt de son organisation étant donné qu'il peut éventuellement renforcer les capacités et la viabilité des collectivités. « Le programme des jeunes gardes forestiers permet de développer les capacités des jeunes et les aide à prendre conscience des occasions de formation et des perspectives de carrière qui s'offrent à eux au sein de leurs collectivités », mentionne Susan.

En été 2006, la Première nation de Sturgeon Lake a lancé le premier programme des jeunes gardes forestiers de la Saskatchewan. Pendant six semaines, 12 jeunes Autochtones ont reçu une formation sur la science et les principes de la gestion des forêts et des incendies de forêt. Ron Burns, coordonnateur du programme, estime que le programme aide les jeunes à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour travailler de façon sécuritaire dans le secteur des forêts.

Les participants au programme ont reçu des cours sur la lutte contre les incendies de type 1, l'administration des premiers soins et la réanimation cardio-respiratoire, l'utilisation d'une scie à chaîne, la sécurité nautique, l'utilisation d'un véhicule tout-terrain, le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail, la préparation à la vie quotidienne, la sécurité relative aux armes à feu, la dendrométrie (détection de maladies, plantes et insectes), le système de localisation GPS/orientation, la plantation d'arbres, le dégagement de peuplements et la protection communautaire contre le feu.

Ron souligne que le but principal du programme est d'accroître la participation des Premières nations dans le secteur des forêts en présentant aux jeunes les possibilités de carrière et en les incitant à terminer leurs études secondaires, notamment les cours d'anglais, de mathématiques et de sciences. Après la période d'essai du programme, les participants ont tous poursuivi leurs études et deux des diplômés se sont inscrits au programme forestier du SIAST.

Grâce à l'appui continu du PFPN, le programme de Sturgeon Lake a été repris en 2007 avec 15 participants. Le programme a également été implanté dans la Première nation de Stanley Mission.

À mesure que le programme prend de l'ampleur, Ron et Susan cherchent des investisseurs et des membres convaincus de l'industrie qui souhaitent financer à long terme le programme. « Un certain nombre de collectivités du Nord veulent avoir leur propre programme de jeunes gardes forestiers, mais pour cela il faut vraiment y insuffler de l'argent », explique Susan.

Ron espère que le PFPN continuera de donner son appui, étant donné que son soutien financier et ses connaissances spécialisées ont amené le programme à son niveau actuel et ont permis aux jeunes Autochtones de prendre conscience des possibilités qui se présentent à eux dans le secteur des forêts de la Saskatchewan.

Financement total (2004-2008)	
Fonds du PFPN	231 250 $
Fonds des Premières nations	233 500 $
Autres fonds	1 835 770 $
Total	**2 300 520 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Susan Carr
Forêt modèle de Prince Albert
C.P. 2406
Prince Albert (Saskatchewan) S6V 7G3
Tél. : 306-953-8921
Téléc. : 306-763-6456
Courriel : susan.carr@sasktel.net
Site Web : www.pamodelforest.sk.ca

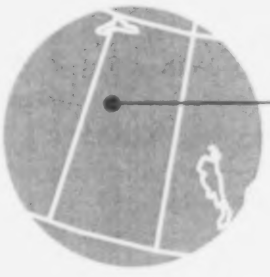
Le Conseil tribal de Meadow Lake, Saskatchewan

Un programme pour faciliter le passage de l'école au travail offre une précieuse expérience d'apprentissage

Le Conseil tribal de Meadow Lake de la Saskatchewan est déterminé à assurer le bien-être des neuf Premières nations qu'il représente. Le Conseil offre à ses membres des services et des programmes de développement économique, de santé et de développement social ainsi que d'éducation.

L'une des initiatives du Conseil est le programme pour faciliter le passage de l'école au travail. Géré par le bureau de développement économique du Conseil, ce programme vise à inciter les jeunes à faire carrière dans le secteur des forêts et à les aider à y trouver un emploi. L'initiative offre aux élèves d'écoles secondaires autochtones la possibilité de poursuivre des études dans le domaine forestier et d'acquérir de l'expérience de travail connexe au cours de l'été.

« Notre objectif est de faire découvrir aux élèves des disciplines non traditionnelles et de les encourager à examiner différents choix de carrière », explique Gordon Iron, directeur du bureau de développement économique du Conseil. « Nous espérons pouvoir inciter un certain nombre d'entre eux à suivre une formation dans un domaine forestier. »



Conseil tribal de Meadow Lake

Le programme dure environ six semaines en été, lorsque les étudiants sont en vacances. Ces derniers sont encadrés par des Aînés qui leur enseignent les approches holistiques d'activités forestières traditionnelles. On offre aussi aux participants d'assister à des présentations sur le terrain et à des stages, et de voir un aperçu des différents programmes et départements établis dans des établissements scolaires tels que la Saskatchewan Institute of Applied Science and Technology.

Le programme « de l'école au travail » du Conseil est offert depuis environ 10 ans. Chaque année, le programme recrute un élève d'école secondaire de chacune des neuf Premières nations de Meadow Lake. En 2007, le Conseil a obtenu des fonds supplémentaires du Programme forestier des Premières nations (PFPN). Grâce à ce soutien additionnel destiné à la formation, le Conseil a pu faire passer le nombre de participants au programme de 9 à 16.

Il est important d'inciter les jeunes à participer au programme « de l'école au travail » afin d'assurer sa réussite. Comme l'explique Gordon Iron, le Conseil tribal de Meadow Lake a peut-être créé le modèle du programme, mais c'est aux élèves de prendre en charge l'initiative.

« Nous embauchons des étudiants de niveau postsecondaire à titre de coordonnateurs du programme », ajoute-t-il.

Brian Morin, agent de protection des forêts du ministère de l'Environnement de la Saskatchewan, à Buffalo Narrows, a animé les activités offertes aux étudiants du programme « de l'école au travail » ces derniers étés. Selon lui, l'initiative constitue une mesure positive de recrutement de jeunes autochtones dans le secteur forestier. « La plupart des étudiants qui se présentent sont très intéressés par ce programme », indique Brian. « L'année dernière, un étudiant s'est inscrit à un programme de foresterie après avoir participé au programme d'été. »

Quant à Gordon, il est convaincu que le programme a un effet positif sur les étudiants autochtones. Il souhaite qu'à l'avenir des fonds supplémentaires permettront d'attirer un plus grand nombre de jeunes dans le secteur forestier. « Nous voulons continuer à donner de l'expansion au programme », affirme Gordon.

Financement total	
Fonds du PFPN	17 000 $
Fonds des Premières nations	13 820 $
Autres fonds	0 $
Total	**30 820 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

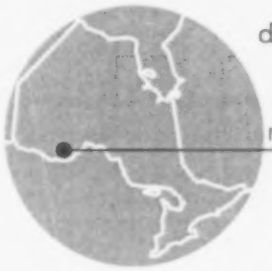
Gordon Iron
Conseil tribal de Meadow Lake
8003 Flying Dust Reserve
Meadow Lake (Saskatchewan) S9X 1T8
Tél. : 306-236-5654
Téléc. : 306-236-6301
Courriel : gordon.iron@mltc.net
Site Web : www.mltc.ca

Le Programme d'emploi des jeunes Autochtones dans le domaine des richesses naturelles, Ontario

Le partenariat, clé du succès du Programme d'emploi des jeunes Autochtones dans le domaine des richesses naturelles

Le Programme d'emploi des jeunes Autochtones dans le domaine des richesses naturelles, qui vient d'achever sa neuvième année d'existence, s'est avéré un moyen efficace d'intéresser les jeunes des Premières nations aux débouchés en foresterie. Il constitue aussi un modèle de partenariat réussi entre les communautés des Premières nations et le gouvernement, le secteur privé et les établissements d'enseignement pour lutter contre le chômage, le sous-emploi et les obstacles à l'éducation.

Ce programme d'été de deux ans, financé en partie par le Programme forestier des Premières nations (PFPN), offre aux jeunes Autochtones de 17 à 24 ans une formation où ils séjournent dans un camp forestier. Tous les ans, 25 à 30 élèves autochtones d'écoles secondaires participent à ce programme. Ils acquièrent ainsi des compétences en foresterie et se familiarisent avec les tâches d'une journée typique d'un travailleur forestier.



Programme d'emploi des jeunes Autochtones dans le domaine des richesses naturelles

Ce programme d'emploi d'été est issu du programme de gardes forestiers des Premières nations que la compagnie Bowater (maintenant AbitibiBowater), société de produits forestiers, a établi en 2000 dans la région de Thunder Bay. Le Centre de foresterie du collège Confederation de Thunder Bay a ensuite assuré le rôle d'organisateur et de facilitateur du programme.

En 2008, le programme a été étendu au vaste territoire du nord de l'Ontario. Il accepte maintenant la participation de plus de 30 communautés des Premières nations de l'Ontario, mais aussi de partenaires du secteur privé, du secteur de l'enseignement et des gouvernements fédéral et provincial. Depuis 2000, 209 jeunes ont participé au programme. Parmi ces jeunes, 93 % ont achevé la première année du programme et 60 % sont revenus suivre la deuxième année, dont 91 % l'ont terminé avec succès.

Lors de certaines séances de formation, comme la plantation d'arbres, les jeunes sont payés à la pièce, ce qui, selon Brian Kurikka, directeur général du Centre de foresterie du collège Confederation, favorise la compétition amicale et le développement d'une bonne éthique de travail.

Toutefois, le programme n'est pas uniquement axé sur le travail. Il y a des sorties éducatives, notamment une visite du collège Confederation, où les jeunes peuvent prendre connaissance des divers programmes offerts dans le domaine des ressources naturelles. Les jeunes participent aussi à un exercice « feuille de route » qui les

encourage à réfléchir à leurs options de carrière. Brian croit que cet exercice constitue un « excellent outil pour stimuler la motivation des jeunes et pour les encourager à poursuivre leurs études ».

Ce programme est efficace, comme le montre le cheminement des jeunes qui l'ont terminé. Nombre d'entre eux sont partis travailler dans le secteur des ressources naturelles. D'autres ont poursuivi des études postsecondaires en foresterie. Un des jeunes entre dans sa troisième année d'études du programme de sciences forestières à la Lakehead University, après avoir travaillé un deuxième été chez Domtar, l'un des partenaires clés du programme.

Selon Brian, ce programme d'emploi connaît du succès, car il s'appuie sur des partenariats. « Malgré le ralentissement de l'industrie forestière, la plupart de nos partenaires de l'industrie, comme AbitibiBowater, Domtar et Tembec, continuent d'appuyer le programme », dit-il. « Aucune organisation ou personne ne peut faire ça toute seule. Pour recevoir des fonds supplémentaires, nous sommes tributaires du soutien continu du PFPN. En effet, lorsqu'il s'agit d'établir des partenariats, un bon bilan en matière de soutien financier s'avère des plus utiles. »

Financement total	
Fonds du PFPN	51 000 $
Fonds des Premières nations	140 000 $
Autres fonds	373 430 $
Total	**564 430 $**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Brian Kurikka
Centre de foresterie du collège Confederation
C.P. 398, 2400, route Nipigon
Thunder Bay (Ontario) P7C 4W1
Tél. : 807-475-6643
Téléc. : 807-475-6636
Courriel : bkurikka@confederationc.on.ca
Site Web : www.forestrycentre.ca

Remerciements

Ressources naturelles Canada et Affaires indiennes et du Nord Canada tiennent à souligner le concours des personnes qui ont fourni des renseignements et révisé cette publication.

Programme forestier des Premières nations

Secrétariat du Programme forestier des Premières nations
580, rue Booth, Ottawa (Ontario) K1A 0E4

scf.rncan.gc.ca/soussite/pfpn